MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC

Rapport annuel 1982-1983

Québec

Le contenu de cette publication a été réalisé par le
Ministère de la Fonction publique

Cette édition a été produite par
la Direction générale
des publications gouvernementales
du ministère des Communications

Dépôt légal — 4e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-06200-4
ISSN 0707-2619

© Gouvernement du Québec

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités du ministère de la Fonction publique, pour l'année financière 1982-1983.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

La ministre de la Fonction publique

Denise LeBlanc-Bantey

Québec, novembre 1983

Table des matières

1. Activités courantes 7

1.1 Les Programmes égalité en emploi 7

1.1.1 Femmes 7

1.1.2 Personnes handicapées 7

1.1.3 Communautés culturelles 8

1.1.4 Autochtones 9

1.2 La Direction générale des emplois et des ressources humaines 9

1.2.1 Classification et évaluation des emplois 9

1.2.2 Dotation et classement 10

1.2.3 Développement des ressources humaines 10

1.3 La Direction générale des relations du travail 11

1.3.1 Relations du travail 11

1.3.2 Élaboration des conditions de travail 11

1.3.3 Greffe 12

1.4 La Direction générale du personnel d'encadrement 12

1.4.1 Cadres supérieurs 12

1.4.2 Personnel de maîtrise et de direction 12

1.4.3 Développement des ressources humaines 13

1.4.4 Renouvellement de carrière 13

1.4.5 Formacadres 14

1.4.6 Centre d'évaluation 14

1.5 La Direction générale de la gestion de l'information 14

1.5.1 SAGIP 14

1.6 Les autres activités et services 15

1.6.1 Consultation en organisation 15

1.6.2 Vérification 15

1.6.3 Analyse de la rémunération 15

1.6.4 Communications 15

2. Réalisations principales 16

2.1 La Commission spéciale sur la fonction publique 16

2.2 La gestion du personnel d'encadrement 16

Annexe 1 — Données sur les activités du Ministère 19

Annexe 2 — Statistiques sur les effectifs de la fonction publique 27

Liste des tableaux

Annexe 1 — Données sur les activités du Ministère

Tableau 1 — L'organisation du ministère de la Fonction publique 21

Tableau 2 — Le budget du Ministère, 1982-1983 22

Tableau 3 — Les effectifs du Ministère, 1982-1983 23

Tableau 4 — La répartition des employés permanents du Ministère, 1982-1983 23

Tableau 5 — Les dossiers de classification, au 31 mars 1983 24

Tableau 6 — La liste des requêtes en matière de classification par catégorie d'emploi, 1982-1983 24

Tableau 7 — L'évaluation des emplois, 1982-1983 25

Tableau 8 — L'évolution des griefs inscrits à l'arbitrage, par unité de négociation, 1982-1983 25

Tableau 9 — Le relevé des appels des personnels non régis par une convention collective, 1982-1983 26

Annexe 2 — Statistiques sur les effectifs de la fonction publique

Effectifs réguliers

Tableau 1 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le sexe, 1978 à 1983 29

Tableau 2 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1978-1983 29

Tableau 3 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1978-1983 30

Tableau 4 — Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978-1983 32

Tableau 5 — Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978 à 1983 36

Tableau 6 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le traitement et le sexe, 1978 à 1983 40

Tableau 7 — Évolution des entrées en fonction selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1978 à 1983 41

Tableau 8 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, la région administrative et le sexe, au 31 mars 1983 **42**

Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1982 **45**

Tableau 10 — Répartition des effectifs réguliers syndiqués et non syndicables selon l'unité syndicale, au 31 mars 1983 **50**

Tableau 11 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, l'âge et le sexe, au 31 mars 1983 **51**

Tableau 12 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, le nombre d'années de service et le sexe, au 31 mars 1983 **52**

Tableau 13 — Répartition des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983 **53**

Tableau 14 — Répartition des effectifs réguliers « professionnels » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983 **53**

Tableau 15 — Répartition des effectifs réguliers « professionnels » selon le grade et le sexe, au 31 mars 1983 **54**

Tableau 16 — Répartition des effectifs réguliers « techniciens et assimilés » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983 **55**

Tableau 17 — Répartition des effectifs réguliers « techniciens et assimilés » selon la classe d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983 **56**

Tableau 18 — Répartition des postes autorisés au 1er avril 1982 et au 1er avril 1983, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1983, selon le ministère ou l'organisme **57**

Effectifs occasionnels

Tableau 19 — Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel avec ou sans droit de rappel selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1982-1983 **58**

Tableau 20 — Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel avec ou sans droit de rappel selon le ministère ou l'organisme, 1982-1983 **59**

Tableau 21 — Répartition des années-personnes occasionnelles attribuées par le Conseil du trésor et utilisation selon le ministère ou l'organisme, 1982-1983 **60**

Effectifs saisonniers

Tableau 22 — Répartition des effectifs saisonniers selon le ministère ou l'organisme et selon la catégorie d'emploi, au 31 mars 1983 **61**

1. Activités courantes

Cette première section du rapport décrit succinctement le mandat de chacune des directions générales du Ministère et présente un aperçu des principales réalisations au cours de l'année 1982-1983.

Les quatre premiers tableaux de l'annexe 1 contiennent de l'information additionnelle sur la structure du Ministère, sur son budget, sur ses ressources humaines et sur la répartition de ses effectifs par élément de programme.

1.1 Les Programmes égalité en emploi

Les Programmes égalité en emploi comprennent les divers programmes ayant comme objectif principal l'égalité en emploi dans la fonction publique pour des groupes spécifiques, notamment les femmes, les personnes handicapées, les communautés culturelles et les autochtones. Ils sont regroupés dans une entité, laquelle est chargée:

- de déterminer et de rendre opérationnelles des stratégies de changement nécessaires à l'implantation de l'égalité en emploi pour les différents groupes visés;
- de voir à la préparation d'instruments de diagnostic et d'évaluation dans le domaine égalité en emploi dans la fonction publique;
- de coordonner la mise en application de programmes;
- de concevoir et, au besoin, d'exécuter des projets spéciaux concernant la carrière et la promotion des personnes visées.

En 1982-1983, un amendement à la Loi sur la fonction publique a soustrait certains articles de cette loi à l'application de la Charte des droits et libertés de la personne, jusqu'à ce que celle-ci autorise la mise en oeuvre de programmes d'accès à l'égalité. Ainsi, des mesures spécifiquement destinées à l'une ou l'autre des clientèles-cibles peuvent être prises.

1.1.1 Femmes

Au cours de cette troisième année de la politique d'égalité en emploi pour les femmes, le ministère de la Fonction publique a recueilli et compilé les données nécessaires à l'évaluation globale de celle-ci. Il a rencontré les agents ministériels et les chargés de dossier responsables de la mise en oeuvre de la politique dans les différents ministères et organismes, pour connaître les possibilités et les contraintes manifestées, les réactions observées, de même que les aspects qualitatifs de l'implantation. Un « questionnaire de révision » a aussi été conçu et distribué en vue de recueillir des données quantitatives sur les mesures retenues.

Le rapport de l'évaluation globale de la politique, phase I — bilan, a été déposé en mars 1983. L'analyse et les recommandations suivront à l'automne 1983.

Déjà, il est possible de constater que la politique a atteint un degré significatif de pénétration, bien qu'on observe des différences non négligeables d'une organisation à l'autre. La représentation féminine, quant à elle, évolue lentement dans la direction visée, mais les progrès sont faibles en ce qui a trait aux emplois non traditionnels.

Les derniers plans d'action déposés indiquent néanmoins une tendance plus marquée à insérer les mesures d'égalité en emploi dans les processus réguliers de gestion des ressources humaines.

En 1982-1983, le Ministère a produit un diaporama qui traite de la participation des femmes au monde du travail et tente de mettre en lumière les différents stéréotypes sexistes que nous véhiculons tous, à des degrés divers. Ce diaporama, « Le sexisme... Sexiste pas », est notamment utilisé comme instrument de sensibilisation par les intervenants en matière d'égalité en emploi pour les femmes. Il veut démontrer, entre autres, que c'est d'abord au niveau des attitudes que le changement doit s'opérer et amener les spectateurs à se questionner et à trouver leurs propres solutions.

Le comité de surveillance des Programmes égalité en emploi, secteur Femmes, a tenu trois réunions durant cette période.

Il s'est penché sur les sujets suivants: le document de consultation de la Commission spéciale sur la fonction publique, une politique de temps partiel dans la fonction publique, un rapport relativement à l'évaluation du travail non rémunéré et un document sur la méthode de rangement par niveau.

Le comité a également pris connaissance des propositions envisagées par le comité d'étude en ce qui a trait au classement-moquette et du projet de loi 86 qui modifie la Charte des droits et libertés de la personne. On s'est attaché plus particulièrement à la partie III du projet qui traite des programmes d'accès à l'égalité.

Concernant l'évaluation des plans d'action 1981, le comité a été informé de la situation à chaque réunion.

1.1.2 Personnes handicapées

Dans le cadre de la politique d'égalité en emploi pour les personnes handicapées, le ministère de la Fonction publique a procédé, au cours de l'exercice financier 1982-1983, à la consolidation et à la révision des mesures développées par les ministères et les organismes pour atteindre les objectifs relatifs à l'embauche et au maintien en emploi des personnes handicapées.

Au cours de cette phase d'évaluation, des rencontres individuelles ont été effectuées avec chacun des agents ministériels, et un document relatif à la présentation du bilan a été élaboré afin d'assurer une certaine homogénéité dans l'ensemble du processus d'évaluation.

Au 31 mars 1983, les données disponibles permettent d'affirmer que 40 ministères et organismes, regroupant 42 380 employés, comptent 1 195 personnes handicapées, soit 2,8% des effectifs recensés. Malgré la compression des effectifs et le gel du recrutement, 24 personnes handicapées ont été embauchées sur des postes réguliers en 1982-1983, et onze à titre d'employés occasionnels. De plus, 50 postes d'intégration au milieu du travail ont été créées. Ils visent à promouvoir l'embauche des personnes handicapées dans la fonction publique et à permettre à ces personnes de découvrir et de développer leurs capacités en vue de postuler un emploi permanent, dans la fonction publique ou à l'extérieur de celle-ci.

Une cueillette des données a révélé que les ministères et les organismes se sont montrés disponibles à accueillir des personnes handicapées en mettant en place des mécanismes d'action appropriés, et qu'ils ont développé une démarche structurée et systématique pour connaître les besoins de la clientèle visée. À cet égard, l'application des principes de l'ergonomie, ainsi que l'identification et l'élimination des obstacles à l'embauche et au maintien en emploi ont apporté des solutions pratiques et appropriées à la situation des personnes handicapées, notamment: l'adaptation technique de l'emploi, l'adaptation des conditions de travail, l'aménagement spécifique du lieu de travail et les programmes de développement.

En regard de l'instauration d'un climat positif envers les personnes handicapées, le ministère de la Fonction publique a procédé à la formation d'un comité interministériel chargé d'élaborer un contenu de sessions de sensibilisation à l'intention des gestionnaires et des autres catégories de personnel. Par ailleurs, 139 activités de sensibilisation, à caractère spécifique ou général, ont été réalisées au sein des divers ministères et organismes.

Afin de fournir aux responsables de l'application de la politique les instruments requis, le Ministère a rendu possible une visite dans une institution spécialisée pour les personnes handicapées au plan locomoteur, et a établi des contacts avec d'autres ressources externes pouvant offrir une assistance dans la recherche de solutions concernant divers types de handicaps. De même, en vue d'obtenir une utilisation maximale des documents publiés par l'Office des personnes handicapées à l'occasion de l'Année internationale des personnes handicapées, le Ministère a procédé à l'analyse et à la synthèse de ces documents et a élaboré des suggestions d'activités pouvant être réalisées dans les ministères et les organismes. Des guides d'utilisation ont été diffusés à cet effet.

Au 31 mars 1983, le comité aviseur avait tenu six réunions portant notamment sur la définition de la personne handicapée, sur les postes d'intégration, sur la réglementation afférente à l'embauche de personnes handicapées sur des emplois occasionnels, sur l'article 63 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, article traitant du plan d'embauche, sur les programmes de redressement et, enfin, sur les bilans et les plans d'action déposés par les ministères et les organismes.

1.1.3 Communautés culturelles

Le ministère de la Fonction publique a réalisé en 1982-1983, des travaux nécessaires au lancement, auprès des ministères et des organismes, de la politique d'égalité en emploi pour les membres des communautés culturelles et à la mise en place de mécanismes pour coordonner la mise en œuvre de cette politique.

En juin 1982, un inventaire des effectifs de la fonction publique membres des communautés culturelles a été effectué dans chacun des ministères et des organismes, comme préalable indispensable à l'application de la politique. Les résultats de l'inventaire ont indiqué qu'au 1er juin 1982, 1 745 personnes, soit 2,5% des 69 227 employés inventoriés, étaient issues des communautés culturelles. Après compilation et analyse des données, un rapport sur les résultats de l'opération a été transmis aux ministères et aux organismes pour servir de base à la détermination d'objectifs quantitatifs précis.

Le lancement officiel de la politique a eu lieu le 15 septembre 1982. Il a été suivi de rencontres individuelles avec les agents ministériels et les chargés de dossier pour les renseigner sur la politique et sur la méthode d'implantation proposée.

La politique d'égalité en emploi exige que tout ministère et tout organisme prépare et exécute un plan d'action annuel qui précise les objectifs spécifiques, les activités et l'échéancier de la stratégie retenue. La date du dépôt des plans d'action pour la première année d'opération était le 1er février 1983. Une analyse préliminaire des plans reçus a révélé que l'ensemble des ministères et des organismes ont mis l'accent sur des activités de sensibilisation de leur personnel à l'égard des communautés culturelles, sur leur participation à des rencontres avec des membres des communautés culturelles et sur des démarches en vue de l'embauche d'occasionnels, de stagiaires et d'étudiants venant des communautés culturelles.

Des documents de sensibilisation à la politique, des brochures et des dépliants ont été préparés et traduits en plusieurs langues: anglais, espagnol, grec, italien et portugais. En outre, des affiches mettant en

évidence le thème du programme, « Les communautés culturelles du Québec — un monde à associer », ont été distribuées. Des outils de travail, notamment le *Guide de gestion d'un plan d'action*, ont été mis au point pour fournir une aide technique aux agents chargés de l'application de la politique dans chacune des instances gouvernementales.

Un comité formé de représentants de divers organismes ayant un rôle particulier dans l'implantation de la politique a été créé, avec mandat de suivre l'évolution des plans d'action annuels, de constituer une table d'expertise pour l'analyse de certaines questions et de conseiller la ministre de la Fonction publique en regard de la mise en œuvre de la politique. Convoqué pour la première fois en décembre 1982, le comité a tenu deux réunions en 1982-1983.

En collaboration avec l'université Concordia, le Ministère a préparé un dossier complet d'information sur les programmes de stages coopératifs dans la fonction publique, pour diffusion aux directions de personnel des ministères et des organismes. Des échanges ont eu lieu régulièrement avec les responsables de l'université Concordia et les étudiants, d'une part, et les différents instances administratives, d'autre part, pour faciliter les démarches utiles à la réalisation de stages pour l'été 1983.

Par ailleurs, le ministère de la Fonction publique a réalisé des activités en vue d'intéresser les communautés culturelles à la fonction publique. Des rencontres et des communications orales et écrites ont ainsi eu lieu avec des individus, des associations et des institutions académiques appartenant à ces groupes.

1.1.4 Autochtones

Au cours du dernier exercice financier, des travaux ont été menés pour décrire la problématique et élaborer un avant-projet de politique d'embauche pour les Indiens et les Inuits, les programmes d'égalité en emploi devant s'occuper aussi de cette clientèle spécifique. Les obligations contractées par le Québec dans la convention de la Baie-James et du Nord québécois et dans celle avec les Nascapis impliquent des modifications dans les modalités d'embauche et la fourniture de cours de perfectionnement pour les membres de ces groupes amérindiens qui désirent travailler dans la fonction publique.

Le Ministère a continué ses sessions de sensibilisation des fonctionnaires aux problèmes nordiques. Les fonctionnaires embauchés au cours de l'année pour travailler en relation avec le milieu et les populations nordiques, ont ainsi été familiarisés avec les us et coutumes, les conditions de vie et les contraintes du territoire et du climat. La section 1.2.3 précise les résultats du programme.

1.2 La Direction générale des emplois et des ressources humaines

La Direction générale des emplois et des ressources humaines (DGERH) assume à l'égard de toutes les catégories de personnel autres que celles des personnels d'encadrement et des cabinets des ministres, les responsabilités relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, des règlements, des normes et des directives concernant:

— la classification et l'évaluation des emplois;
— la dotation en personnel et le classement des employés;
— la gestion et le développement des personnels visés.

La structure de la DGERH repose sur deux unités administratives:

— la Direction de la classification et de l'évaluation des emplois;
— la Direction du développement des ressources humaines.

1.2.1 Classification et évaluation des emplois

La mise à jour de la réglementation, afin de l'adapter à de nouvelles réalités d'emploi, a constitué une part importante des activités en matière de classification. Les tableaux 5 et 6 en annexe 1 présentent l'état de la situation au 31 mars 1983, pour les catégories du PBTA (personnel de bureau, techniciens et assimilés), des ouvriers, des personnels professionnels et enseignants, et des agents de la paix. Ainsi, neuf dossiers ont été complétés en 1982-1983, alors que 22 autres étaient à l'étude, sept à l'étape de la consultation patronale ou syndicale et treize en voie de finalisation par arrêtés ministériels ou règles d'intégration.

En 1982-1983, le Ministère a obtenu du Conseil du trésor un mandat permettant la modification de certains corps d'emploi. Ce mandat s'inscrit dans le cadre d'une décision du Conseil des ministres (décision 80-19 du 6 février 1980) concernant l'abolition du classement-moquette et l'amélioration de la carrière des employés par le biais de la classification des emplois; il fait suite également à une lettre d'intention déposée au Syndicat des fonctionnaires du Québec lors des dernières négociations.

Le mandat ainsi obtenu entraîne essentiellement l'abolition du classement-moquette par l'élargissement des fonctions et l'identification d'un cheminement de carrière pour les employés de secrétariat. À cet effet, diverses activités de consultation, d'information et de sensibilisation sont prévues pour le prochain exercice.

Par ailleurs, la détermination du niveau de la majorité des emplois autres que cadres a été déléguée aux

ministères et aux organismes. Certains organismes* ont cependant préféré que l'analyse, la description et l'évaluation (DNE) de leurs emplois soient effectuées par le ministère de la Fonction publique. Quelques 141 postes situés dans ces organismes ont fait l'objet d'une évaluation par le Ministère.

De plus, le Ministère a procédé à l'évaluation des emplois d'attaché d'administration et des emplois non régis explicitement par les règlements de classification (tableau 7 — annexe 1).

Dans un autre ordre d'idées, le Ministère a répondu aux demandes d'assistance et de conseil en matière de formation en analyse, en description et en évaluation des emplois. Ces demandes se sont concrétisées, entre autres, par des interventions dans onze ministères et organismes et par la formation de 49 employés (professionnels et techniciens).

1.2.2 Dotation et classement

Aux fins de mutation, le Ministère doit constituer et administrer une banque interministérielle d'information dans laquelle sont versées chaque année, et conservées jusqu'au premier janvier de l'année suivante, toutes les demandes de mutation reçues durant l'année en cours, lesquelles sont mise à la disposition des ministères et des organismes.

Au cours de l'année 1982, quelque 4 058 fonctionnaires, excluant les personnels de gérance intermédiaire et de direction supérieure, se sont ainsi inscrits à la banque centrale des demandes de mutation; 356 fonctionnaires ont été mutés par l'intermédiaire de la banque pendant cette même période. Par ailleurs, un total de 806 offres de mutation concernant ce personnel a été publié en 1982, amenant la mutation de 291 fonctionnaires.

Par ailleurs, à la suite de l'adoption de la loi 12, le ministère de la Fonction publique a procédé à la modification de son règlement sur la dotation afin de mieux situer le rôle des divers intervenants en matière de mise en disponibilité.

De même, il a élaboré une politique de gestion des personnels en surplus et, dans le cadre de l'application des différentes conventions collectives 1983-1985, il a produit une directive touchant la mise en disponibilité de certains employés lors de surplus ministériels.

De plus, conformément aux dispositions du règlement concernant la dotation, la ministre de la Fonction publique a émis une directive dressant une liste des secteurs d'activités de certaines classes d'emploi.

Dans un autre ordre d'idées, en application de l'article 68 de la Loi sur la fonction publique, le ministère de la Fonction publique a établi avec le ministère de l'Éducation, les modalités administratives permettant à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de tenir des concours de recrutement réservés au personnel en disponibilité dans le secteur de l'Éducation.

Le ministère de la Fonction publique a également élaboré, en 1982-1983, les diverses modalités administratives permettant aux ministères et aux organismes d'embaucher, sous forme de prêt de service, le personnel en disponibilité dans le secteur de l'Éducation. Ce mode d'embauche est prévu pour combler les emplois autres que réguliers du secteur de la fonction publique.

Le Ministère a aussi fait approuver par le Conseil du trésor la réglementation permettant de déterminer les zones géographiques et les critères d'appartenance à ces zones pour qu'un fonctionnaire soit admissible à un concours.

1.2.3 Développement des ressources humaines

Responsable de l'application de la politique-cadre de développement planifié des ressources humaines, le Ministère s'est préoccupé, en 1982-1983, de fournir aux ministères et aux organismes les outils et les données nécessaires à la planification du développement de leurs ressources humaines et ce, dans le cadre des plans annuels de développement.

Un manuel d'accueil a été diffusé à l'intention du nouveau personnel de la fonction publique afin de favoriser une meilleure intégration des individus à leur milieu de travail.

Le ministère de la Fonction publique coordonne de plus le programme pluriministériel des cours de langue; quelque 61 personnes y ont participé en 1982-1983. Au cours du dernier exercice, le programme de préparation à la retraite a rejoint 615 fonctionnaires et 396 conjoints. Ce programme, offert sur une base volontaire, porte sur les aspects matériels, financiers, de la santé et psychologiques de la retraite.

Le programme d'initiation au Québec nordique vise à bien informer et à sensibiliser le fonctionnaire allogène aux us et aux coutumes des personnes vivant sur ce territoire, ainsi qu'à toutes les autres particularités du Québec nordique. Il s'adresse au fonctionnaire appelé à travailler dans ce milieu, qu'il y réside ou non. En 1982-1983, quatre sessions ont été dispensées à 53 employés de quinze ministères et organismes.

---

* Commission de la protection du territoire agricole, Commission des valeurs mobilières, Curatelle publique, Régie de l'électricité et du gaz, Régie des entreprises de construction, Tribunal de l'expropriation.

Dans un autre ordre d'idées, le Ministère, par son Centre de consultation individuelle, offre au personnel autre que celui d'encadrement, une assistance professionnelle dans l'orientation et la planification de la carrière ainsi que dans la recherche de solutions à des problèmes de fonctionnement face au milieu de travail. Au cours du dernier exercice le Ministère a ainsi accordé plus de 394 entrevues et ouvert près de 220 dossiers.

1.3 La Direction générale des relations du travail

La Direction générale des relations du travail assume notamment à l'égard de toutes les catégories de personnel autres que celles de personnels d'encadrement et des cabinets des ministres, les responsabilités relatives:

- à la négociation, à l'interprétation et à la surveillance de l'application des conventions collectives de travail;
- à l'interprétation et à la surveillance de l'application de la réglementation des conditions de travail applicables par extension aux employés qui, parmi les personnels visés, ne sont pas syndicables;
- au règlement des appels et des griefs des personnels visés;
- aux relations syndicales.

Cette direction générale comprend:

- la Direction des relations du travail des personnels professionnels et enseignants;
- la Direction des relations du travail des personnels de bureau, techniciens, ouvriers et assimilés;
- la Direction des relations du travail des agents de la paix;
- le Greffe;
- et depuis le 15 juin 1982, la Direction de l'élaboration des conditions de travail qui relevait précédemment de la Direction générale des emplois et des ressources humaines.

1.3.1 Relations du travail

L'année 1982-1983 fut marquée principalement par la négociation de toutes les conventions collectives de travail dans la fonction publique. Ces négociations ont été l'aboutissement d'un long processus de consultation et de recherche amorcé au cours de l'année 1981.

Aux fins de dégager les positions patronales à être adoptées aux différentes tables de négociation, un certain nombre de démarches ont dû être effectuées. Il s'agissait alors de procéder à une détection des problèmes rencontrés dans les conventions collectives existantes, de dégager certains éléments de solution, d'évaluer certaines revendications syndicales anticipées. Cette étape s'est effectuée par le biais des sous-comités techniques intersectoriels, des sous-comités sectoriels et des consultations des ministères.

Sur les onze syndicats impliqués, deux seulement ont signé des conventions collectives: le Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec et l'Association professionnelle des chirurgiens-dentistes du gouvernement du Québec.

Les six syndicats regroupant les agents de la paix continuaient, au 31 mars, à négocier leur contrat de travail. Ces négociations étaient en phase terminale.

Quant au Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec et au Syndicat des enseignants du gouvernement du Québec, le Gouvernement a décidé, devant l'impossibilité d'en arriver à une entente globale, de statuer sur leurs conditions de travail par le biais de l'adoption, le 11 décembre 1982, de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (Loi 105). Les dispositions contenues au document sessionnel accompagnant cette loi, constituent les conventions collectives applicables à ces groupes d'employés et ce, jusqu'au 31 décembre 1985.

Malgré l'adoption de cette loi, les discussions se sont poursuivies avec ces trois syndicats quant à l'adoption de certains amendements aux conventions collectives issues de la loi.

Ainsi, la convention collective fixant les conditions de travail des employés membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec a été amendée par les parties le 1er février 1983. Il en fut de même, le 22 mars 1983, pour le Syndicat des enseignants du gouvernement du Québec. Quant au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, les parties n'ont pu s'entendre, malgré de nombreuses rencontres, sur les aménagements à apporter.

Dans le cadre du mandat de surveillance de l'application des conventions collectives de travail, les relations avec les ministères et les organismes ont pris la forme d'activités d'information, de formation, de conseil et d'assistance, de production de documents destinés aux agents de gestion du personnel.

De même, les relations ont été maintenues avec les différentes unités syndicales et ce, par les comités paritaires créés par les conventions collectives de travail, que ce soit des comités permanents comme les comités de relations professionnelles, les comités paritaires d'assurances ou des comités responsables d'une tâche à réaliser dans un délai donné.

1.3.2 Élaboration des conditions de travail

Au cours du dernier exercice financier, le Ministère a élaboré un projet de politique pour adapter la

réalité du travail à temps partiel au cadre réglementaire de la gestion du personnel de la fonction publique. Le Ministère entend négocier avec les différents syndicats les ajustements nécessaires aux conditions de travail actuellement définies pour des employés travaillant à temps plein.

Afin d'assurer l'implantation de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, le Ministère procède, en collaboration avec les syndicats représentant les employés de la fonction publique, à l'implantation de l'association sectorielle paritaire pour la santé et la sécurité du travail dans la fonction publique québécoise. À cette fin, un conseil d'administration provisoire a été nommé.

Le Ministère procède également à l'implantation de comités de santé et de sécurité du travail dans les endroits jugés prioritaires en fonction des risques inhérents à certains secteurs d'activités.

1.3.3 Greffe

Les activités du Ministère en matière d'arbitrage des griefs sont illustrées au tableau 8 (annexe 1). En 1982-1983, 3 120 dossiers ont été ouverts pour l'ensemble des unités syndicales.

La Loi sur la fonction publique prévoit des comités d'appel pour les fonctionnaires non régis par une convention collective, lorsqu'il n'existe pas pour eux de recours auprès de la Commission de la fonction publique. Le tableau 9 (annexe 1) rapporte un relevé des appels présentés au cours du dernier exercice financier par ces personnels, selon le groupe auquel ils appartiennent et la disposition des appels.

1.4 La Direction générale du personnel d'encadrement

La Direction générale du personnel d'encadrement assume, à l'égard de toutes les catégories de personnel d'encadrement autres que les dirigeants et les membres d'organisme, les sous-ministres, les sous-ministres associés et adjoints et le personnel d'encadrement des cabinets des ministres, les responsabilités relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, règlements, normes et directives concernant;

- la classification et, à l'exception des emplois des cadres supérieurs, l'évaluation des emplois;
- la dotation en personnel et le classement des employés;
- la gestion et le développement des personnels visés;
- la détermination, l'interprétation et la surveillance de l'application des conditions de travail;
- le règlement des appels des personnels visés;
- les relations professionnelles avec les associations de cadres.

La direction générale réunit les unités administratives suivantes:

- la Direction des cadres supérieurs;
- la Direction du personnel de maîtrise;
- les Programmes de développement des ressources humaines;
- le Programme de renouvellement de carrière;
- la Direction du Centre d'évaluation et de Formacadres.

1.4.1 Cadres supérieurs

Au cours du dernier exercice financier, le Ministère a procédé à l'élaboration et à l'implantation du nouveau règlement concernant le processus de recours et de droit d'appel pour les cadres supérieurs. Ce processus diffère de ceux utilisés pour les autres catégories de personnel et met l'emphase sur le dialogue et la médiation si nécessaire pour solutionner les problèmes soulevés par les cadres. Des précisions à ce sujet sont apportées à la section 2.2.

Au chapitre de la classification, les conditions d'admission à la promotion ont été modifiées et rendues identiques à celles qui prévalent pour le recrutement.

Des documents d'information ont été produits relativement aux modifications réglementaires mentionnées ci-dessus. Le Ministère a également diffusé, pour une deuxième année, auprès de tous les intervenants dans la gestion des cadres, un recueil de données statistiques concernant le personnel d'encadrement supérieur. Le recueil a été enrichi des résultats d'une enquête menée en août 1982 auprès d'un échantillon représentatif des cadres supérieurs.

À l'item rémunération, en plus du gel décrété par le Gouvernement en juillet 1982, les règles de fixation des traitements à la promotion et à la nomination ont été analysées et revues à la lumière de la politique de parité avec le marché privé québécois.

Par ailleurs, les rencontres et échanges avec l'Association des cadres supérieurs du gouvernement du Québec ont été maintenus à un rythme régulier et ont permis de toucher à l'ensemble des projets concernant les conditions de travail des cadres. De plus, une nouvelle pratique concernant l'adhésion des cadres à l'Association a été développée et mise en place en coopération avec l'Association et les ministères et organismes. Le principe retenu préconise l'adhésion automatique avec retrait volontaire le cas échéant.

1.4.2 Personnel de maîtrise et de direction

Au cours du dernier exercice financier, le Ministère a poursuivi ses démarches en vue de l'élaboration d'un plan de gestion du personnel de maîtrise et de direction. L'analyse des résultats de la vaste consulta-

tion entreprise durant l'exercice 1981-1982 a permis de dégager les grandes orientations devant gouverner le futur plan de gestion. Un document présentant ces différentes orientations a été préparé et diffusé en décembre 1982, auprès des différents intervenants dans ce dossier. La section 2.2 retrace les différentes étapes réalisées au cours de l'année.

Le Ministère assume également la responsabilité de la gestion de la banque interministérielle de mutation à l'égard du personnel de maîtrise et de direction. Quelque 97 personnes ont transmis leur demande d'inscription à cette banque en 1982 et deux candidatures ont été retenues à la suite de 23 demandes provenant des ministères et des organismes.

Le Ministère a de plus constitué un recueil de données statistiques concernant les effectifs du personnel de maîtrise et de direction. Ce recueil sera diffusé au cours de 1983.

En 1982-1983, le Ministère a procédé à la révision de certaines conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction ainsi que du personnel de direction des agents de la paix œuvrant en établissement de détention, à partir des demandes présentées par chacune des associations professionnelles.

De plus, le Ministère a publié et diffusé la codification administrative du règlement concernant certaines conditions de travail du personnel de direction des agents de la paix œuvrant en établissement de détention.

Par ailleurs, le Ministère a entretenu des relations constantes avec les associations professionnelles regroupant le personnel de maîtrise et de direction; 29 réunions de différents comités ont ainsi été tenues au cours du dernier exercice. De plus, le Ministère a officiellement reconnu, pour fins de relations professionnelles, l'Association des administrateurs des établissements de détention comme représentante de ces fonctionnaires.

1.4.3 Développement des ressources humaines

Avec l'année 1982-1983, le Système de gestion du développement du personnel d'encadrement a vraiment pris son rythme de croisière. En effet, 39 ministères et organismes ont déposé un premier plan de développement pour cette catégorie de personnel, prenant effet le 1er avril 1982. Ces ministères et organismes représentaient, à eux seuls, près de 80% des cadres supérieurs et du personnel de maîtrise et de direction de la fonction publique. Conformément aux dispositions du système de gestion, le ministère de la Fonction publique a préparé un rapport gouvernemental de planification, lequel rapport fut déposé auprès du Groupe de travail sur l'organisation gouvernementale.

Dans une perspective de développement du personnel d'encadrement, le Ministère s'est également préoccupé, au cours du dernier exercice, de la conception et de la mise en place du dossier « Revue d'étape ». Des renseignements sur la nature, les objectifs et les modalités d'implantation de ce dossier sont contenus à la section 2.2.

Le Ministère a poursuivi la mise à jour et la diffusion du Répertoire commenté des programmes et des ressources externes de formation et de perfectionnement. Ce répertoire, destiné aux cadres supérieurs, a été complété, en cours d'année, par un inventaire des ressources et des programmes externes de formation et de perfectionnement, celui-ci destiné au personnel de maîtrise et de direction.

Par ailleurs, le programme d'accueil du nouveau personnel cadre de la fonction publique a poursuivi ses activités au cours de l'année 1982-1983. Quelque 138 cadres, nouvellement recrutés ou promus, ont alors été accueillis. Encore là, le ministère de la Fonction publique a établi un programme similaire pour le personnel de maîtrise et de direction.

Enfin, le Ministère a maintenu, en 1982-1983, sa politique de communication avec les cadres de la fonction publique. Cinq dossiers et une conférence portant sur des sujets divers ont été acheminés à cette clientèle. De plus, un bulletin ministériel de communication, « Échange », a été conçu au cours de la même année et sa première parution s'est réalisée en mars 1983. La section 2.2 précise les objectifs de ce bulletin.

1.4.4 Renouvellement de carrière

Au 1er avril 1983, 45 cadres supérieurs participaient au programme de renouvellement de carrière, 24 ont quitté le programme en cours d'année pour régulariser leur situation et 22 furent admis.

Depuis ses débuts, 138 cadres supérieurs ont participé au programme. De ce nombre, 93 ont régularisé de façon définitive leur situation, soit en réintégrant des fonctions permanentes dans un ministère ou un organisme gouvernemental, soit en démissionnant de la fonction publique.

En 1982-1983, certaines initiatives ont été prises pour favoriser la mobilité latérale et interministérielle des cadres supérieurs, notamment l'engagement d'un coordonnateur, la mise sur pied d'un comité aviseur et d'un comité interministériel formé de quatre sous-ministres, la mise en opération de l'offre simultanée de mutation et de promotion.

En plus des participants du programme, 68 cadres supérieurs sont venus en consultation, dans une optique de mobilité ou pour faire le point sur leur carrière.

1.4.5 Formacadres

Le ministère de la Fonction publique, par le programme Formacadres, vise à préparer d'une façon structurée une partie de la relève des cadres supérieurs des divers ministères et organismes gouvernementaux.

Quelque 95 personnes ont posé leur candidature lors de la campagne de recrutement de 1982-1983. Le processus de sélection a permis de retenir dix candidatures, ce qui porte à 58 le nombre de participants au programme.

Au cours du dernier exercice financier, les professionnelles ont été plus particulièrement sollicitées à poser leur candidature au programme. À la suite de cette campagne de recrutement, quinze personnes se sont inscrites au programme; les candidatures de six d'entre elles ont été retenues.

En 1982-1983, cinq participants ont subi avec succès l'examen final, ce qui porte à 21 le nombre total de finissants.

1.4.6 Centre d'évaluation

Le Centre d'évaluation a poursuivi, au cours de la dernière année financière, ses activités en matière de relève et de perfectionnement du personnel d'encadrement.

Le Ministère a ainsi évalué 48 candidats au programme Formacadres, et a offert à 20 cadres IV et V nouvellement en fonction un diagnostic de leurs besoins en perfectionnement.

De même, en 1982-1983, le Ministère a permis à 75 cadres en exercice de réfléchir sur leur carrière, en leur fournissant de l'information diagnostique sur une quinzaine de caractéristiques reliées au management.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique de redressement en emploi pour les femmes, treize ministères et organismes ont fait appel aux compétences du ministère de la Fonction publique pour les aider à évaluer le potentiel de 88 candidats et ce, en vue d'organiser un programme de formation en gestion.

Enfin, le Ministère a donné une formation à l'évaluation du potentiel et à l'identification des besoins en perfectionnement à 71 cadres de divers ministères et organismes.

1.5 La Direction générale de la gestion de l'information

La Direction générale de la gestion de l'information (DGGI) a été créée le 1er avril 1982 pour remplacer la Direction générale des systèmes d'information de gestion (DGSIG). Elle a, par rapport à cette ancienne direction générale, des responsabilités élargies qui comprennent, entre autres, la conception administrative des systèmes d'information et la production d'informations et d'analyses statistiques à l'intention des gestionnaires des organismes centraux et des ministères.

Trois directions se retrouvent au sein de la DGGI:

- La Direction du développement des projets qui effectue la conception administrative et les analyses de fonctionnement des systèmes à mettre en œuvre;
- La Direction de la réalisation des systèmes qui procède au développement informatique des systèmes;
- La Direction de l'exploitation qui opère les systèmes informatiques.

1.5.1 SAGIP

Le ministère de la Fonction publique est responsable du développement et de l'opération d'un système intégré d'informations, connu sous le nom de SAGIP (Système automatisé de gestion des informations sur le personnel). Compte tenu de l'ampleur du système et de son impact sur l'environnement, sa conception et son développement s'effectuent en quatre phases.

Les phases I et II touchaient presqu'essentiellement la rémunération du personnel de la fonction publique. Dans sa phase III, et encore plus dans la phase IV, SAGIP met l'accent sur les aspects proprement gestion des ressources humaines.

L'année 1982-1983 a vu le développement de la phase III de SAGIP, phase qui comprenait sept sous-systèmes:

- gestion et contrôle des effectifs;
- gestion des emplois;
- information aux gestionnaires;
- coordination avec les systèmes des organismes non budgétaires;
- assiduité et gains déclaratoires;
- mouvements de personnel;
- régionalisation des opérations de SAGIP.

Ces sous-systèmes seront pour la plupart implantés en 1983. Au cours de cette même année budgétaire, débutera l'analyse préliminaire de la phase IV qui intégrera au dossier individuel d'une certaine catégorie de personnel, notamment le personnel d'encadrement, des informations plus spécifiques concernant la scolarité, l'expérience, la carrière et les cours de perfectionnement.

D'autre part, l'année 1982-1983 a permis la création d'un bulletin d'information à l'intention des gestionnaires usagers de SAGIP: Le SAGIP BULLETIN. Distribué mensuellement, ce bulletin vise à informer la clientèle du fonctionnement et des services offerts par le système SAGIP.

1.6 Les autres activités et services

1.6.1 Consultation en organisation

Le Bureau de consultation en organisation exerce, en matière d'organisation administrative, des fonctions de conseil et de support auprès du gouvernement, des ministères et des organismes.

Le ministère de la Fonction publique met ainsi à la disposition des ministères et des organismes, un groupe de consultants spécialisés en organisation administrative dans l'appareil gouvernemental, notamment dans les domaines suivants: missions et politiques administratives, planification stratégique, structuration des organismes, processus de gestion et programme de productivité, planification et gestion des projets.

Au cours de l'exercice 1982-1983, le ministère de la Fonction publique s'est engagé dans 37 projets d'intervention auprès des ministères et des organismes. Dix de ces interventions ont consisté à établir un diagnostic, à réviser la structure d'un ministère ou d'un organisme et à proposer un nouveau plan d'organisation. Les autres interventions ont porté sur des objets plus variés, allant de la réflexion stratégique à un projet de qualité de vie au travail, en passant par des analyses de processus de gestion et des expériences limitées de développement organisationnel.

En 1982-1983, le Ministère a procédé à la mise en place d'une politique de recouvrement des coûts et facturé ses services professionnels selon une échelle de tarifs concurrentiels.

1.6.2 Vérification

Le Service de la vérification mène dans les ministères et les organismes des opérations de vérification visant à s'assurer de l'application et du respect de la réglementation émise sous l'autorité de la ministre de la Fonction publique.

Les priorités ont été axées, au cours du dernier exercice financier, sur le protocole de délégation des activités de détermination du niveau des emplois et sur le règlement concernant le classement des fonctionnaires et ce, tant pour le personnel régulier qu'occasionnel.

En 1982-1983, le Ministère a procédé à l'examen de dossiers professionnels et à la conduite d'analyses de fonctions dans trois ministères et dix organismes. Ces travaux ont amené, à chaque occasion, la production d'un rapport de vérification soumis au sous-ministre ou au dirigeant de l'organisme vérifié. Dans le cadre d'un programme de suivi de vérification, la présentation d'un plan d'action susceptible de remédier à l'ensemble des anomalies constatées a été requise systématiquement des interlocuteurs.

1.6.3 Analyse de la rémunération

Le Service de l'analyse de la rémunération exerce notamment des fonctions de conseil et de support en matière de rémunération et d'avantages pécuniaires pour les personnels de la fonction publique. Il participe à l'élaboration de politiques en ces matières et il assume la responsabilité de la préparation des mandats qui en découlent.

En 1982-1983, les activités du Ministère dans ce secteur ont été reliées principalement à la négociation des conventions collectives de l'ensemble des unités accréditées du secteur public. Elles consistaient entre autres à:

— préparer les demandes de mandat;
— effectuer des simulations sur les coûts et les échelles de traitement;
— proposer différents régimes de rémunération;
— mettre en application les aspects reliés à la rémunération dans les lois 70 et 105;
— coordonner les échanges d'information entre le Gouvernement et les syndicats de la fonction publique.

Le Ministère s'est également impliqué dans différents comités, dont celui qui étudiait l'impact de l'équivalence en emploi sur la rémunération, en relation avec l'interprétation que donne la Commission des droits et libertés de la personne. De même, il a participé aux comités sur le secrétariat, sur la discrimination et sur le stationnement.

Au cours de la période 1982-1983, le Ministère a procédé à:

— la révision annuelle de la rémunération du personnel de direction et de maîtrise et de celle des avocats et notaires;
— une étude en profondeur sur les taux de compensation pour l'utilisation d'un véhicule automobile et pour les autres items prévus à la directive sur les frais de voyage;
— l'établissement des échelles de traitement à la suite de changements dans la classification des emplois.

1.6.4 Communications

En 1982-1983, le Ministère, par son Service des communications, a élaboré et mis en œuvre des programmes d'information et de relations publiques portant notamment sur les diverses politiques d'égalité en emploi dans la fonction publique et sur des programmes tels Formacadres, la Revue d'étape et l'accueil du nouveau personnel cadre.

Le Ministère a également produit plusieurs codifications administratives concernant la classification, le classement des fonctionnaires, les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction, la rému-

nération, les avantages sociaux et autres conditions de travail des cadres supérieurs.

Ces codifications, et les autres documents produits par le Ministère, visent à faire connaître à toutes les clientèles les nouvelles lois, règles, normes et directives qui les concernent, et à favoriser une meilleure compréhension des objectifs et des activités du Ministère.

2. Réalisations principales

Cette deuxième section du rapport contient de l'information plus détaillée sur quelques-unes des réalisations marquantes du Ministère au cours de l'année 1982-1983.

2.1 L'avant-projet de loi sur la fonction publique

La Commission spéciale sur la fonction publique

C'est le 11 juin 1982 que le rapport de la Commission spéciale (Commission Bisaillon), qui avait à analyser les grandes lignes d'une réforme globale de la Loi sur la fonction publique, fut déposé à l'Assemblée nationale.

Ce rapport comporte 145 recommandations dont quelque 80 sont dites techniques et ne nécessitent pas de changement à la législation. Les autres appellent des changements à la Loi sur la fonction publique bien sûr, mais aussi à d'autres lois ainsi qu'aux orientations, aux attitudes et aux mentalités des personnes qui œuvrent à l'intérieur de la fonction publique québécoise.

Ces 145 recommandations sont regroupées sous quatre grands thèmes, soit:

— L'amélioration des services à la population: que la fonction publique soit davantage orientée vers les citoyens;
— L'amélioration de la productivité de la fonction publique: donner des services de meilleure qualité à un moindre coût;
— Rendre les sous-ministres et les cadres imputables de leur administration; leur donner les ressources et les pouvoirs nécessaires pour leur permettre de réaliser les attentes qui leur sont signifiées, et faire en sorte qu'ils aient à en rendre compte;
— Viser à une utilisation maximale des ressources humaines: utiliser davantage les ressources internes et assurer leur développement.

Le 24 novembre 1982, l'Assemblée nationale débattait et adoptait à l'unanimité une motion présentée par le député de Sainte-Marie, monsieur Guy Bisaillon. Cette motion proposait que le Gouvernement mette en application, dans les plus courts délais, les principales recommandations de la Commission spéciale sur la fonction publique et dépose à l'Assemblée nationale un échéancier d'implantation du régime d'imputabilité.

La réforme de la gestion des ressources humaines

Tout au long de l'année, le Ministère a poursuivi son projet de réforme de la gestion des ressources humaines afin que la fonction publique des années 80 serve mieux les citoyens, soit plus productive et utilise ses ressources humaines d'une manière plus rationnelle.

Les travaux de la Commission spéciale et des groupes de travail constitués de cadres du Ministère, des rencontres avec les directeurs de personnel et des gestionnaires, tant de l'entreprise privée que de la fonction publique, ont permis de dresser un état de la situation de la gestion des ressources humaines et de dégager les orientations à privilégier dans le cadre de la réforme.

Des hypothèses ont été développées et discutées; un certain nombre de versions de ce que pourrait être une nouvelle Loi sur la fonction publique ont été préparées et ont fait l'objet de nombreuses consultations auprès des principaux intervenants.

Les syndicats et les autres associations de fonctionnaires devraient être consultés au début de l'automne sur un avant-projet de loi et un projet de loi devrait être déposé à l'Assemblée nationale, pour adoption, avant la fin de l'année 1983.

2.2 La gestion du personnel d'encadrement

L'année 1982-1983 a permis de terminer la révision des rubriques du règlement sur les conditions de travail qui n'avaient pas encore été révisées et adaptées aux besoins des cadres. En fin de période, la consultation des principaux intervenants était bien amorcée. Les résultats attendus sont un règlement refondu et misant de plus en plus sur l'imputabilité des gestionnaires.

Durant le dernier exercice, le ministère de la Fonction publique a évalué l'expérience vécue depuis plus de trois ans, soit depuis avril 1979, alors que l'employeur accordait pour la première fois aux cadres supérieurs un droit de faire appel d'une décision concernant leurs conditions de travail.

Il a ainsi été possible de dégager un très large consensus entre les intervenants consultés, sur les points suivants:

— l'à-propos de prévoir une réglementation spécifique à la catégorie des cadres afin de répondre à un contexte et à des besoins particuliers;
— la nécessité de favoriser, par la communication accrue entre le cadre et son organisation, la recher-

che d'une solution plutôt que la confrontation, comme le suscitait le processus antérieur beaucoup trop formaliste. Cet objectif devrait correspondre davantage aux attentes des cadres et au mode de fonctionnement habituel d'une équipe de direction;
— la nécessité de permettre au président d'un comité d'appel d'agir comme un médiateur dans un contexte administratif plutôt que comme un arbitre dans un contexte juridique.

Les moyens préconisés pour tenir compte de ces préoccupations font également partie de ce consensus.
— Le processus passe de quatre à deux étapes. La première étape se situe à l'intérieur de l'organisation du cadre qui fait appel, alors que la seconde implique l'intervention d'un comité d'appel formé par la ministre de la Fonction publique;
— Le fonctionnement du comité d'appel mise sur des modes d'enquête et de médiation des parties plutôt que sur celui d'audition;
— Les décisions du comité d'appel seront spécifiques à chaque cas, ce qui devrait diminuer les effets de jurisprudence;
— Le comité d'appel pourra exercer un suivi de ces décisions et présenter à la ministre de la Fonction publique un rapport annuel sur ses activités et sur les recommandations qu'il pourrait juger opportun de formuler.

Ainsi, une nouvelle réglementation fut adoptée et implantée. Un document d'information fut également distribué à tous les cadres.

Par ailleurs, le nouveau système de rémunération du personnel d'encadrement, avec maximum normal et boni au rendement pour les cadres dont le rendement a dépassé les attentes signifiées, mis de l'avant en juillet 1981, a subi les effets du gel décrété en juillet 1982.

En ce qui concerne le régime de gestion du personnel de maîtrise et de direction, le dernier exercice a vu l'élaboration et la diffusion d'un document d'orientation. De plus, le système d'évaluation des emplois a été conçu au cours de l'année. Le système proposé fera l'objet d'une validation complète en 1983, par le biais de l'évaluation d'un échantillon de 400 emplois se retrouvant dans neuf ministères et organismes. L'analyse des résultats de la validation permettra de définir la forme finale du système d'évaluation et d'élaborer des règles de gestion de la carrière ainsi que des règles d'intégration du personnel de maîtrise et de direction à l'intérieur du nouveau système d'évaluation.

L'année 1982-1983 a été, entre autres, consacrée à la conception et à la mise en place du dossier « Revue d'étape ».

Essentiellement, la Revue d'étape s'inscrit dans une perspective de développement du personnel d'encadrement. Elle vise deux types principaux d'outputs, à savoir une identification des « futurs possibles » en termes d'étapes de carrière (stabilité dans l'emploi, mobilité latérale, promotion, retour à la carrière professionnelle, etc.) et une précision des activités à réaliser pour que la future étape se concrétise (lectures, sessions de perfectionnement, inventaire d'emplois, etc.). Elle implique du cadre qu'il procède à une analyse personnelle de sa situation, et exige de l'organisation qu'elle connaisse relativement bien ses cadres. Elle suppose enfin une communication, un échange entre le cadre et l'organisation et les conduit à des prises de décision communes.

Afin que cette démarche puisse s'effectuer avec une certaine facilité, le ministère de la Fonction publique a préparé deux outils: l'Aide-mémoire du cadre et l'Aide-mémoire du représentant de l'organisation. Le premier a été conçu pour aider le cadre à procéder à l'analyse de sa situation personnelle, à se situer par rapport à son organisation et à élaborer un projet de plan d'action. Le second a été pensé pour permettre à un manager, par exemple un supérieur d'un cadre en Revue d'étape, de mieux connaître ce cadre, de situer sa propre analyse par rapport à l'organisation et de se faire une idée de la nature de la future étape de carrière de ce cadre.

Au terme de ce processus, le cadre et le représentant de l'organisation devraient être en mesure d'échanger sur les choix de carrière qui se présentent aux cadres ainsi que sur les actions à entreprendre pour que ce qui est envisagé se réalise. Ils devraient être également en mesure de prendre les décisions appropriées.

En matière de communication avec les cadres de la fonction publique, le dernier exercice financier a été marqué par la conception d'un bulletin à l'intention des cadres supérieurs de la fonction publique. Intitulé « Échange », ce bulletin, d'abord envisagé sur une base expérimentale, paraîtra de façon trimestrielle.

Il s'agit là d'une nouvelle approche par rapport aux dossiers et aux conférences diffusés antérieurement. Si, dans la première démarche, le cadre recevait des informations venant du centre, dans la seconde, il est surtout appelé à communiquer avec d'autres cadres de la fonction publique afin d'échanger et de partager sur ses expériences de manager.

Essentiellement, la diffusion du bulletin Échange poursuit trois grands objectifs:
— améliorer la qualité de l'administration, en favorisant le développement des cadres supérieurs dans leur fonction de direction;
— offrir un lieu de rencontre aux cadres supérieurs pour leur permettre d'échanger et de partager leurs expériences de gestion réciproques;

— développer le sentiment d'appartenance des cadres supérieurs afin que ce sentiment déborde le ministère ou l'organisme pour atteindre la dimension gouvernementale.

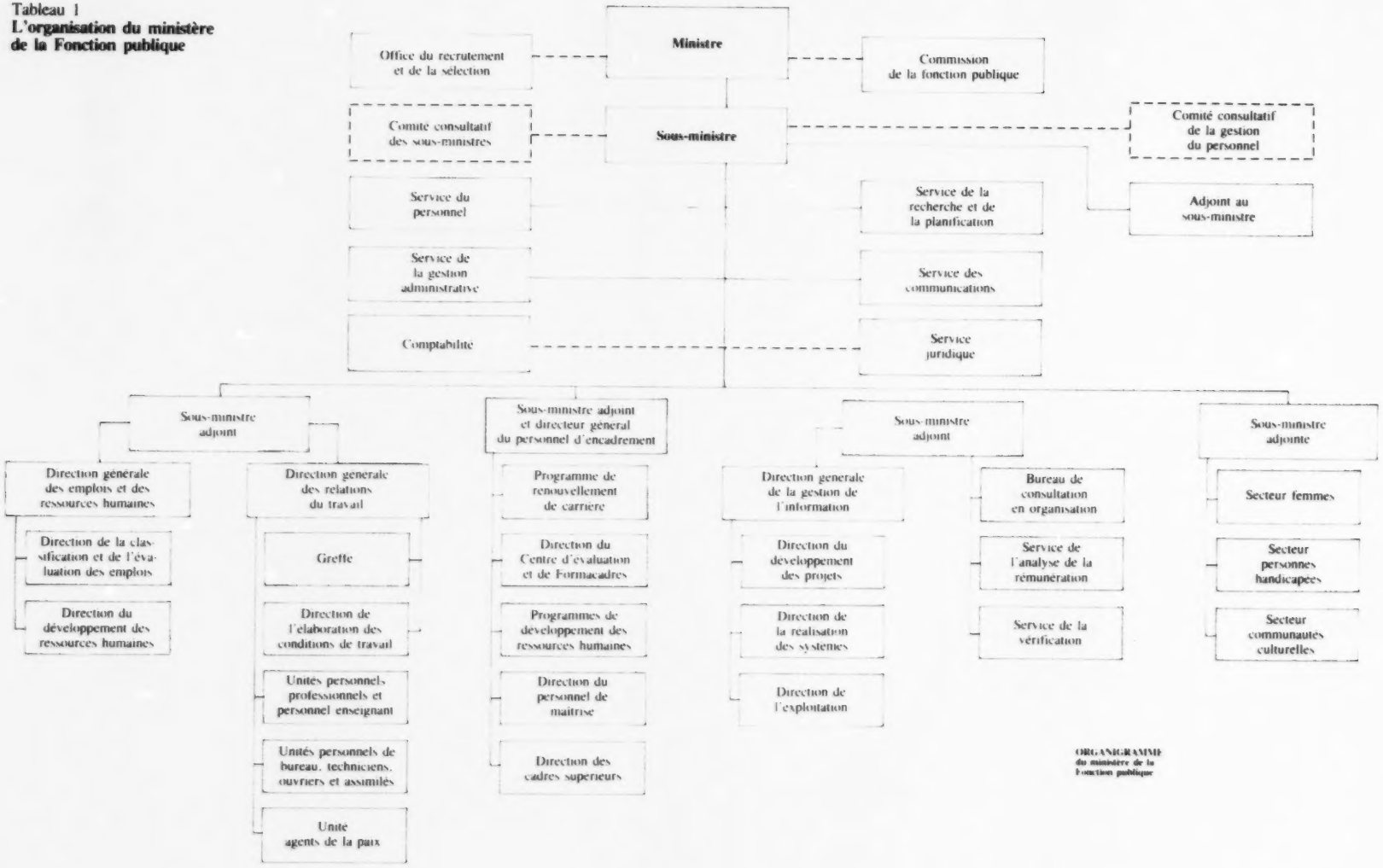
Enfin, en ce qui a trait à la préparation de la relève-cadre, les ministères et organismes ont été invités à participer davantage à l'effort gouvernemental de préparation des futurs cadres (réf. : programme Formacadres) en se dotant de programmes ministériels de développement à cet effet. La proposition contenue dans un document intitulé « Cadre général d'intervention en matière de développement de la relève-cadre » visait la mise en place de programmes où, à la fois, l'acquis de connaissances théoriques et la pratique du management serviraient de moyens pour préparer des professionnels à occuper éventuellement des emplois de direction. La multiplication de ces programmes devrait permettre, à moyen terme, de répondre plus adéquatement à la demande globale de nouveaux cadres de la fonction publique québécoise.

Annexe 1

Données sur les activités du Ministère

Tableau 1 — L'organisation du ministère de la Fonction publique
Tableau 2 — Le budget du Ministère, 1982-1983
Tableau 3 — Les effectifs du Ministère, 1982-1983
Tableau 4 — La répartition des employés permanents du Ministère, 1982-1983
Tableau 5 — Les dossiers de classification, au 31 mars 1983
Tableau 6 — La liste des requêtes en matière de classification par catégorie d'emploi, 1982-1983
Tableau 7 — L'évaluation des emplois, 1982-1983
Tableau 8 — L'évolution des griefs inscrits à l'arbitrage, par unité de négociation, 1982-1983
Tableau 9 — Le relevé des appels des personnels non régis par une convention collective, 1982-1983

Tableau 1
L'organisation du ministère de la Fonction publique



ORGANIGRAMME du ministère de la Fonction publique

Tableau 2
Le budget du Ministère, 1982-1983

Dépenses 1982/1983		**(en milliers de dollars)**
Programme 01: Gestion du personnel de la fonction publique		
Élément		**Montant**
01 Gestion du personnel d'encadrement		1 605,2
02 Personnel d'encadrement en formation[a]		4 186,2
03 Gestion des autres personnels et des relations du travail:		
— Direction générale des emplois et des ressources humaines	1 652,2	
— Direction générale des relations du travail	1 827,1	
		3 479,3
04 Personnel surnuméraire		—
05 Information de gestion et soutien professionnel		3 214,8
06 Administration		3 227,5
Total programme 01:		**15 713,0**
Programme 02: Contributions du gouvernement à titre d'employeur		
Gratifications au départ[b]		7 632,5
Régime des rentes du Québec		18 016,2
Régime de l'assurance-maladie du Québec		52 972,3
Assurance-chômage		23 772,8
Commission de la santé et de la sécurité du travail		16 423,1
Assurance collective		3 596,0
Total programme 02:		**122 412,9**
Grand total des dépenses (programmes 01 et 02)		**138 125,9**

Revenus 1982-1983 **(En milliers de dollars)**

Les revenus du ministère de la Fonction publique représentent 2 995,8 $. Ils proviennent principalement du remboursement par les syndicats des absences pour activités syndicales des employés de la fonction publique (2 883,0 $).

a. Comprend les cadres participant au Programme de renouvellement de carrière.

b. Congés de vacances et de maladie accumulés payables au moment du départ.

Tableau 3

Les effectifs du Ministère, 1982-1983

Le tableau ci-dessous donne, pour l'année 1982-1983, la répartition des effectifs, au nombre de 419 postes, y compris les postes rattachés aux Programmes de formation de longue durée (58), au Programme de renouvellement de carrière (53) et au Cabinet de la ministre (16).

	Cadres	Professionnels	Personnel de bureau, techniciens et assimilés	Ouvriers	Total
Bureau des sous-ministres	8	—	4	—	12
Service du personnel	1	1	9	—	11
Gestion administrative	1	4	12	1	18
Service des communications	1	4	8	—	13
Service juridique	—	—	3	—	3
Service de la recherche et de la planification	1	2	1	—	4
Programmes égalité en emploi	3	1	2	—	6
D.G.P.E.	9	25	11	—	45
D.G.E.R.H.	5	24	16	—	45
D.G.R.T.	7	17	12	—	36
D.G.G.I.	5	23	44	—	72
Bureau de consultation en organisation	3	7	2	—	12
Service de l'analyse de la rémunération	1	5	2	—	8
Service de la vérification	1	2	4	—	7
Sous-total	**46**	**115**	**130**	**1**	**292**
Participants au Programme de renouvellement de carrière					53
Participants aux Programmes de formation (longue durée)					58
Sous-total					**111**
Total					**403**
Cabinet de la ministre					**16**

Tableau 4

La répartition des employés permanents du Ministère, 1982-1983

	Élément 31	Élément 32	Élément 33	Élément 34	Élément 35		
	Gestion du personnel d'encadrement	Personnel d'encadrement en formation	Gestion des autres personnels des relations du travail	Information de gestion et soutien professionnel	Administration	Total	Cabinet de la ministre
Cadres supérieurs	9	53[c]	12	10	15	99	(1) [e] 1
Professionnels	25	58[d]	41	37	12	173	(1) [e] 5
Agents de maîtrise	—	—	1	1	—	2	—
Techniciens	—	—	4	32	10	46	—
Employés de bureau	11	—	23	19	29	82	(4)[e] 10
Ouvriers	—	—	—	—	1	1	—
Total	**45**	**111**	**81**	**99**	**67**	**403**	**16**

c. Participants au Programme de renouvellement de carrière.

d. Participants aux Programmes de formation de longue durée.

e. Personnel de cabinet ayant un statut d'emploi permanent.

Tableau 5
Les dossiers de classification,[f] au 31 mars 1983

Catégorie d'emploi	Dossiers en voie de finalisation (arrêtés ministériels et règles d'intégration)	Dossiers en consultation (patronale ou syndicale)	Dossiers à l'étude	Dossiers terminés
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	10	3	18	4
Ouvriers	2	—	—	4
Personnels professionnels et enseignants	1	4	2	1
Agents de la paix	—	—	2	—
Total des dossiers	**13**	**7**	**22**	**9**

f. Voir tableau 6 pour la liste de ces dossiers.

Tableau 6
La liste des requêtes en matière de classification par catégorie d'emploi, 1982-1983

Personnel de bureau, techniciens et assimilés

Agent de prévention des incendies
Agent de rentes[g]
Agent d'évaluation en assurance-maladie
Agent payeur
Autochtone
Bibliotechnicien
Corps à caractère social
Employé de secrétariat
Enquêteur
Enquêteur-évaluateur
Examinateur de conduite de véhicules automobiles
Fusion de l'aide sociale à la sécurité du revenu
Greffier-audiencier
Inspecteur d'appareils de levage[g]
Inspecteur des appareils à pression
Inspecteur du travail
Inspecteur en tuyauterie
Instructeur en sécurité et en maniement d'armes à feu[g]
Péagiste
Photographe
Préposé aux renseignements[g]
Préposé aux services d'imprimerie
Steward
Technicien culturel
Technicien de la faune
Technicien en droit
Technicien en électrotechnique
Technicien en entretien des aéronefs

Personnel de bureau, techniciens et assimilés (suite)

Technicien en évaluation foncière
Technicien en foresterie
Technicien en information
Technicien en informatique
Technicien en recherche
Technicien en vérification fiscale (volet renseignement)
Technicien en vérification fiscale (règles d'intégration)

Ouvriers

Foreur
Forgeron-soudeur[g]
Mécanicien[g]
Mécanicien d'entretien[g]
Ouvrier de voirie et journalier
Traceur de bandes de démarcation routière[g]

Professionnels

Actuaire
Agent de la gestion du personnel
Commissaire du travail
Dentiste
Enseignant (niveau de scolarité)[g]
Enseignant (révision globale)
Évaluateur foncier
Médecin

Agents de la paix

Agent de conservation de la faune
Garde du corps et chauffeur de ministre

g. Dossier terminé au 31 mars 1983.

Tableau 7

L'évaluation des emplois, 1982-1983

Catégorie d'emploi	Demandes étudiées	Demandes acceptées	Demandes refusées	Demandes annulées
Professionnels (Attachés d'administration)	103	65	32	6
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	1	1	—	—
Total	**104**	**66**	**32**	**6**

Tableau 8

L'évolution des griefs inscrits à l'arbitrage, par unité de négociation, 1982-1983

Unité de négociation	Sentences rendues	Ententes[h,i]	Ministère fait droit[h,j]	Désistements[h,k]	Dossiers[h] plaidés	Avis d'arbitrage présentés au Greffe	Total des transactions effectuées
Fonctionnaires	40	48	7	979	49	1 578	2 652
Ouvriers	32	22	13	980	41	984	2 031
Syndicat des agents de la paix de la fonction publique	—	3	—	15	5	7	25
Professionnels	13	16	—	74	12	211	314
Médecins	1	—	—	—	1	—	1
Professeurs	4	—	—	4	4	16	24
Union des agents de la paix en institutions pénales	8	74	13	319	4	202	616
Fraternité des constables du ministère des Transports	2	—	—	34	1	20	56
Syndicat des agents de conservation de la faune	—	1	—	8	—	32	41
Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec	3	3	—	37	—	70	113
Total	**103**	**167**	**33**	**2 450**	**117**	**3 120**	**5 873**

h. Dossiers non nécessairement ouverts pendant la période d'avril 1982 à mars 1983.

i. Ententes survenues entre les parties avant l'arbitrage comme tel, ou en cours d'arbitrage.

j. Dossiers réglés en cours de processus; l'employeur s'est rendu aux réclamations de l'employé.

k. Désistements de la partie syndicale.

Tableau 9

Le relevé des appels des personnels non régis par une convention collective, 1982-1983

Secteur	Dossiers ouverts	Dossiers réglés (1re, 2e et 3e étapes)	Dossiers inscrits au rôle d'arbitrage (4e étape)	Désistements ou règlements hors-cour	Dossiers plaidés	Décisions rendues
Cadres supérieurs	9	1	8	5	11	10
Personnel de maîtrise	11	1	11	4	—	2
Agents de la paix	4	2	2	1	—	1
Personnel de bureau, techniciens, ouvriers et assimilés	7	8	1	3	1	10
Professionnels	6	2	8	3	8	4
Avocats et notaires	11	2	9	—	4	1
Agents de la gestion du personnel	3	2	—	—	1	—
Médecins	1	—	1	—	—	—
Total	**52**	**18**	**41**	**16**	**25**	**28**

Annexe 2
Statistiques sur les effectifs de la fonction publique

Effectifs réguliers

Tableau 1 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le sexe, 1978 à 1983
Tableau 2 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1978-1983
Tableau 3 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1978-1983
Tableau 4 — Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978-1983
Tableau 5 — Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978 à 1983
Tableau 6 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le traitement et le sexe, 1978 à 1983
Tableau 7 — Évolution des entrées en fonction selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1978 à 1983
Tableau 8 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, la région administrative et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1982
Tableau 10 — Répartition des effectifs réguliers syndiqués et non syndicables selon l'unité syndicale, au 31 mars 1983
Tableau 11 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, l'âge et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 12 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, le nombre d'années de service et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 13 — Répartition des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 14 — Répartition des effectifs réguliers « professionnels » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 15 — Répartition des effectifs réguliers « professionnels » selon le grade et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 16 — Répartition des effectifs réguliers « techniciens et assimilés » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 17 — Répartition des effectifs réguliers « techniciens et assimilés » selon la classe d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983
Tableau 18 — Répartition des postes autorisés au 1er avril 1982 et au 1er avril 1983, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1983, selon le ministère ou l'organisme

Effectifs occasionnels

Tableau 19 — Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel avec ou sans droit de rappel selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1982-1983
Tableau 20 — Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel avec ou sans droit de rappel selon le ministère ou l'organisme, 1982-1983
Tableau 21 — Répartition des années-personnes occasionnelles attribuées par le Conseil du trésor et utilisation selon le ministère ou l'organisme, 1982-1983

Effectifs saisonniers

Tableau 22 — Répartition des effectifs saisonniers selon le ministère ou l'organisme et selon la catégorie d'emploi, au 31 mars 1983

Guide d'utilisation

Définitions générales

Les tableaux qui suivent regroupent des données sur les effectifs réguliers (tableaux 1 à 20) et saisonniers (tableau 24) et sur le personnel occasionnel (tableaux 21, 22 et 23) des ministères et des organismes régis par la Loi sur la fonction publique.

Les effectifs réguliers sont nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique et occupent un emploi régulier à plein temps. Ils incluent les présidents et les membres d'organisme mais excluent le personnel des cabinets, les policiers et les juges.

Les effectifs saisonniers sont ceux qui ont acquis ce statut avant le 28 mars 1978 et qui reviennent à chaque année occuper un emploi de nature cyclique. La fonction publique ne recrute plus d'employés à ce titre, depuis 1978.

Le personnel occasionnel est celui reconnu comme ayant un statut d'occasionnel avec ou sans droit de rappel, qu'il soit nommé pour six mois ou moins, ou pour une plus longue période conformément à une entente. Ce personnel est régi par le règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires, approuvé par le C.T. 89300 du 19 mars 1975 et ses amendements. L'occasionnel avec droit de rappel est celui qui, après un premier engagement dans un emploi de nature cyclique de trois mois ou plus, est inscrit sur une liste de rappel et est susceptible d'être embauché l'année suivante pour le même emploi et ce, selon un ordre déterminé par la durée de service antérieur.

Provenance des données

Les données statistiques sont produites en date du 31 mars ou de la dernière période de paie de mars de chaque année. Elle proviennent du système de paie de la Direction générale de la gestion de l'information (DGGI) du ministère de la Fonction publique.

Les données statistiques pour les années antérieures à 1980-1981 ne couvrent que les ministères et les organismes dont la paie est centralisée au ministère de la Fonction publique alors que les données pour les années subséquentes incluent les organismes dont le système de paie est décentralisé.[1]

Catégories d'emploi

Afin de simplifier la présentation des tableaux qui portent sur la catégorie d'emploi et d'en faciliter la compréhension, les données sont regroupées comme suit:

- personnel hors-cadres (sous-ministres, sous ministres adjoints et associés, présidents et membres d'organisme);
- cadres supérieurs (classes V, IV, III, II, I);
- personnel de maîtrise (agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés, personnel de direction des greffes et des bureaux d'enregistrement, personnel de direction des agents de la paix et personnel de maîtrise des ouvriers);
- professionnels (personnel professionnel et enseignants);
- personnel de bureau, techniciens et assimilés;
- agents de la paix;
- ouvrier;
- autres (personnel que l'on ne peut inclure dans les catégories d'emploi déjà mentionnées: chauffeurs de ministre, employés à la résidence officielle du lieutenant-gouverneur, etc.).

Divers

Les pourcentages ont été arrondis au dixième, ce qui implique que l'addition des pourcentages ne donne pas nécessairement 100% dans tous les cas.

---

1. Commission des normes du travail, Régie de l'assurance-automobile du Québec, Régie de l'assurance-maladie du Québec, Régie des rentes du Québec, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec.

Tableau 1 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le sexe, 1978 à 1983

Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
F	17 984	33,5	17 790	33,5	20 330	35,0	20 500	35,5	20 399	35,8
H	35 638	66,5	35 363	66,5	37 685	65,0	37 268	64,5	36 614	64,2
T	**53 622**	**100,0**	**53 153**	**100,0**	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**

*Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 2 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1978-1983

Catégorie d'emploi	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	13	4,4	21	6,8	39	10,5	39	10,8	44	12,0
	H	281	95,6	289	93,2	334	89,5	321	89,2	323	88,0
	T	**294**	**0,5**	**310**	**0,6**	**373**	**0,6**	**360**	**0,6**	**367**	**0,6**
Cadres supérieurs	F	38	1,7	45	2,0	64	2,6	82	3,2	120	4,5
	H	2 188	98,3	2 260	98,0	2 431	97,4	2 448	96,8	2 553	95,5
	T	**2 226**	**4,2**	**2 305**	**4,3**	**2 495**	**4,3**	**2 530**	**4,4**	**2 673**	**4,7**
Personnel de maîtrise	F	323	12,4	323	12,5	409	14,6	409	14,5	405	14,5
	H	2 285	87,6	2 264	87,5	2 401	85,4	2 420	85,5	2 393	85,5
	T	**2 608**	**4,9**	**2 587**	**4,9**	**2 810**	**4,8**	**2 829**	**4,9**	**2 798**	**4,9**
Professionnels	F	1 446	14,3	1 592	15,2	1 825	15,9	1 989	16,8	2 063	17,4
	H	8 644	85,7	8 866	84,8	9 687	84,1	9 879	83,2	9 827	82,6
	T	**10 090**	**18,8**	**10 458**	**19,7**	**11 512**	**19,8**	**11 868**	**20,5**	**11 890**	**20,9**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	15 923	55,8	15 570	55,6	17 749	56,5	17 744	56,9	17 534	57,3
	H	12 622	44,2	12 410	44,4	13 647	43,5	13 416	43,1	13 064	42,7
	T	**28 545**	**53,2**	**27 980**	**52,6**	**31 396**	**54,1**	**31 160**	**53,9**	**30 598**	**53,7**
Agents de la paix	F	97	3,6	91	3,4	96	3,6	104	4,0	107	4,2
	H	2 608	96,4	2 605	96,6	2 570	96,4	2 489	96,0	2 451	95,8
	T	**2 705**	**5,0**	**2 696**	**5,1**	**2 666**	**4,6**	**2 593**	**4,5**	**2 558**	**4,5**
Ouvriers	F	127	1,8	127	1,9	125	1,9	111	1,8	99	1,7
	H	6 849	98,2	6 499	98,1	6 432	98,1	6 112	98,2	5 830	98,3
	T	**6 976**	**13,0**	**6 626**	**12,5**	**6 557**	**11,3**	**6 223**	**10,8**	**5 929**	**10,4**
Autres	F	17	9,6	21	11,0	23	11,2	22	10,7	27	13,5
	H	161	90,4	170	89,0	183	88,8	183	89,3	173	86,5
	T	**178**	**0,3**	**191**	**0,4**	**206**	**0,4**	**205**	**0,4**	**200**	**0,4**
Ensemble des effectifs	F	17 984	33,5	17 790	33,5	20 330	35,0	20 500	35,5	20 399	35,8
	H	35 638	66,5	35 363	66,5	37 685	65,0	37 268	64,5	36 614	64,2
	T	**53 622**	**100,0**	**53 153**	**100,0**	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**

*Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 3 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1978-1983

Ministère/organisme	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Affaires culturelles	873	1,6	871	1,6	917	1,6	907	1,6	889	1,6
Affaires intergouvernementales	413	0,8	425	0,8	431	0,7	425	0,7	413	0,7
Affaires municipales	530	1,0	513	1,0	563	1,0	565	1,0	554	1,0
Affaires sociales	3 572	6,7	3 503	6,6	3 433	5,9	1 564	2,7	1 269	2,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 863	5,3	2 916	5,5	3 114	5,4	2 889	5,0	2 804	4,9
Assemblée nationale	722	1,3	703	1,3	713	1,2	708	1,2	575	1,0
Bureau du vérificateur général	—	—	—	—	—	—	—	—	162	0,3
Commerce extérieur	—	—	—	—	—	—	—	—	129	0,2
Commission administrative des régimes de retraite	420	0,8	422	0,8	421	0,7	404	0,7	399	0,7
Commission d'appel de francisation des entrepr.	—	—	3	0,0	3	0,0	3	0,0	3	0,0
Commission de la fonction publique	300	0,6	36	0,1	43	0,1	43	0,1	39	0,1
Commission de la représentation électorale	—	—	—	—	—	—	19	0,0	—	—
Commission de la santé et de la sécurité du travail	—	—	—	—	2 233	3,8	2 451	4,2	2 589	4,5
Commission de protection du territoire agricole	—	—	—	—	—	—	67	0,1	79	0,1
Commission de surveillance de la langue française	20	0,0	27	0,1	33	0,1	29	0,1	32	0,1
Commission des normes minimales du travail	—	—	—	—	350	0,6	369	0,6	390	0,7
Commission des transports	293	0,5	299	0,6	294	0,5	294	0,5	285	0,5
Commission des valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	—	—	77	0,1
Communications	1 256	2,3	1 244	2,3	1 195	2,1	1 191	2,1	1 144	2,0
Conseil de la langue française	21	0,0	26	0,0	33	0,1	37	0,1	34	0,1
Conseil du statut de la femme	35	0,1	47	0,1	60	0,1	61	0,1	69	0,1
Conseil du trésor	160	0,3	186	0,3	177	0,3	196	0,3	184	0,3
Conseil exécutif	306	0,6	269	0,5	300	0,5	551	1,0	584	1,0
Consommateurs, Coopératives et Institutions financ.	676	1,3	712	1,3	708	1,2	512	0,9	424	0,7
Directeur général des élections	60	0,1	91	0,2	91	0,2	69	0,1	92	0,2
Éducation	2 248	4,2	2 217	4,2	2 176	3,8	2 156	3,7	2 142	3,8
Énergie et Ressources	—	—	2 736	5,1	2 569	4,4	2 539	4,4	2 499	4,4
Environnement	646	1,2	679	1,3	1 090	1,9	1 099	1,9	1 099	1,9
Financement forestier	22	0,0	23	0,0	24	0,0	24	0,0	24	0,0
Finances	1 247	2,3	1 199	2,3	1 169	2,0	1 098	1,9	1 075	1,9
Fonction publique	320	0,6	376	0,7	384	0,7	377	0,7	380	0,7
Habitation et Protection du consommateur	—	—	—	—	—	—	8	0,0	18	0,0
Haut-commissariat jeun., loisirs, sports	144	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Immigration	427	0,8	411	0,8	424	0,7	418	0,7	409	0,7

Tableau 3 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1978-1983 (suite)

Ministère/organisme	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Industrie, Commerce et Tourisme	—	—	1 630	3,1	1 401	2,4	1 171	2,0	1 018	1,8
Industrie et Commerce	1 240	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Justice	7 481	14,0	7 392	13,9	7 188	12,4	7 099	12,3	6 941	12,2
Loisir, Chasse et Pêche	—	—	2 332	4,4	2 254	3,9	2 202	3,8	2 228	3,9
Office de la langue française	305	0,6	391	0,7	405	0,7	395	0,7	373	0,7
Office de la protection du consommateur	—	—	—	—	—	—	203	0,4	220	0,4
Office de planification et de développ. du Qué.	187	0,3	189	0,4	183	0,3	183	0,3	154	0,3
Office des autoroutes du Québec	—	—	—	—	500	0,9	493	0,9	—	—
Office des personnes handicapées du Québec	—	—	—	—	40	0,1	50	0,1	74	0,1
Office des professions du Québec	48	0,1	48	0,1	43	0,1	40	0,1	45	0,1
Office des services de garde à l'enfance	—	—	—	—	—	—	23	0,0	33	0,1
Office du crédit agricole du Québec	296	0,6	288	0,5	295	0,5	310	0,5	299	0,5
Office du recrutement et sélection du personnel	—	—	240	0,5	250	0,4	247	0,4	201	0,4
Régie de l'assurance-automobile	—	—	—	—	1 635	2,8	1 729	3,0	1 758	3,1
Régie de l'assurance-maladie du Québec	—	—	—	—	1 287	2,2	1 297	2,2	1 311	2,3
Régie des assurances agricoles du Québec	78	0,1	74	0,1	64	0,1	86	0,1	85	0,1
Régie des entreprises de construction	—	—	—	—	—	—	112	0,2	109	0,2
Régie des rentes du Québec	—	—	—	—	653	1,1	670	1,2	675	1,2
Régie des services publics	63	0,1	59	0,1	60	0,1	58	0,1	59	0,1
Régie du logement	269	0,5	286	0,5	311	0,5	300	0,5	290	0,5
Revenu	4 261	7,9	4 185	7,9	4 266	7,4	4 254	7,4	4 176	7,3
Richesses naturelles	1 160	2,2	336	0,6	—	—	—	—	—	—
Société d'habitation du Québec	331	0,6	331	0,6	364	0,6	374	0,6	376	0,7
Sûreté du Québec	1 035	1,9	1 007	1,9	994	1,7	975	1,7	953	1,7
Terres et Forêts	1 985	3,7	—	—	—	—	—	—	—	—
Tourisme, Chasse et Pêche	2 547	4,7	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	10 076	18,8	9 815	18,5	8 365	14,4	8 193	14,2	8 468	14,9
Travail et Main-d'oeuvre	2 207	4,1	2 172	4,1	2 100	3,6	3 863	6,7	4 039	7,1
Travaux publics et Approvisionnement	2 479	4,6	2 444	4,6	2 409	4,2	2 368	4,1	2 263	4,0
Ensemble des effectifs	**53 622**	**100,0**	**53 153**	**100,0**	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**

* Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 4 — Évolution des effectifs réguliers "personnel hors-cadres et cadres supérieurs" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978-1983

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Affaires culturelles	F	2	3,1	5	7,4	8	11,6	10	14,7	8	11,9
	H	63	96,9	63	92,6	61	88,4	58	85,3	59	88,1
	T	**65**	**2,6**	**68**	**2,8**	**69**	**2,2**	**68**	**2,4**	**67**	**2,2**
Affaires intergouvernementales	F	1	1,3	1	1,3	1	1,3	1	1,3	4	5,4
	H	74	98,7	79	98,8	78	98,7	74	98,7	70	94,6
	T	**75**	**3,0**	**80**	**3,1**	**79**	**2,8**	**75**	**2,6**	**74**	**2,4**
Affaires municipales	F	—	—	1	1,3	6	7,2	9	9,7	12	13,0
	H	73	100,0	75	98,7	77	92,8	84	90,3	80	87,0
	T	**73**	**2,9**	**76**	**2,9**	**83**	**2,9**	**93**	**3,2**	**92**	**3,0**
Affaires sociales	F	15	8,5	15	8,8	21	11,6	8	6,5	10	8,3
	H	161	91,5	155	91,2	160	88,4	116	93,5	111	91,7
	T	**176**	**7,0**	**170**	**6,5**	**181**	**6,3**	**124**	**4,3**	**121**	**4,0**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	—	—	1	0,7	2	1,4	1	0,8	1	0,9
	H	132	100,0	134	99,3	142	98,6	118	99,2	116	99,1
	T	**132**	**5,2**	**135**	**5,2**	**144**	**5,0**	**119**	**4,1**	**117**	**3,8**
Assemblée nationale	F	1	1,8	1	1,7	1	1,8	1	1,9	—	—
	H	54	98,2	57	98,3	54	98,2	52	98,1	29	100,0
	T	**55**	**2,2**	**58**	**2,2**	**55**	**1,9**	**53**	**1,8**	**29**	**1,0**
Bureau du vérificateur général	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	26	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**26**	**0,9**
Commerce extérieur	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	14	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**14**	**0,5**
Commission administrative des régimes de retraite	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	16	100,0	16	100,0	17	100,0	18	100,0	19	100,0
	T	**16**	**0,6**	**16**	**0,6**	**17**	**0,6**	**18**	**0,6**	**19**	**0,6**
Commission d'appel de francisation des entreprises	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	1	100,0	1	0,0	1	100,0	1	100,0
	T	**—**	**—**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**
Commission de la fonction publique	F	1	4,5	1	8,3	1	7,7	1	8,3	1	9,1
	H	21	95,5	11	91,7	12	92,3	11	91,7	10	90,9
	T	**22**	**0,9**	**12**	**0,5**	**13**	**0,5**	**12**	**0,4**	**11**	**0,4**
Commission de la représentation électorale	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	1	100,0	—	—
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**1**	**0,0**	**—**	**—**
Commission de la santé et de la sécurité du travail	F	—	—	—	—	3	2,9	3	2,6	8	5,9
	H	—	—	—	—	100	97,1	111	97,4	127	94,1
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**103**	**3,6**	**114**	**3,9**	**135**	**4,4**
Commission de protection du territoire agricole	F	—	—	—	—	—	—	1	11,1	1	10,0
	H	—	—	—	—	—	—	8	88,9	9	90,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**9**	**0,3**	**10**	**0,3**
Commission de surveillance de la langue française	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	2	100,0	2	100,0	3	100,0	2	100,0	3	100,0
	T	**2**	**0,1**	**2**	**0,1**	**3**	**0,1**	**2**	**0,1**	**3**	**0,1**
Commission des normes minimales du travail	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	17	100,0	21	100,0	20	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**17**	**0,6**	**21**	**0,7**	**20**	**0,7**

Tableau 4 — Évolution des effectifs réguliers "personnel hors-cadres et cadres supérieurs" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978-1983 (suite)

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Commission des transports	F	—	—	—	—	—	—	2	6,5	2	6,7
	H	31	100,0	31	100,0	31	100,0	29	93,5	28	93,3
	T	**31**	**1,2**	**31**	**1,2**	**31**	**1,1**	**31**	**1,1**	**30**	**1,0**
Commission des valeurs mobilières	F	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7,1
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	13	92,9
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**14**	**0,5**
Communications	F	1	1,3	1	1,3	2	3,2	8	11,9	7	11,5
	H	78	98,7	77	98,7	61	96,8	59	88,1	54	88,5
	T	**79**	**3,1**	**78**	**3,0**	**63**	**2,2**	**67**	**2,3**	**61**	**2,0**
Conseil de la langue française	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	5	100,0	4	100,0	4	100,0	6	100,0	5	100,0
	T	**5**	**0,2**	**4**	**0,2**	**4**	**0,1**	**6**	**0,2**	**5**	**0,2**
Conseil du statut de la femme	F	4	100,0	4	100,0	6	100,0	5	100,0	6	100,0
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**4**	**0,2**	**4**	**0,2**	**6**	**0,2**	**5**	**0,2**	**6**	**0,2**
Conseil du trésor	F	1	2,8	2	5,3	3	9,1	3	7,9	3	7,0
	H	35	97,2	36	94,7	30	90,9	35	92,1	40	93,0
	T	**36**	**1,4**	**38**	**1,5**	**33**	**1,2**	**38**	**1,3**	**43**	**1,4**
Conseil exécutif	F	—	—	1	1,6	2	2,7	3	3,1	2	1,8
	H	54	100,0	61	98,4	71	97,3	94	96,9	111	98,2
	T	**54**	**2,1**	**62**	**2,4**	**73**	**2,5**	**97**	**3,4**	**113**	**3,7**
Consommateurs, Coopératives et institutions financières	F	2	2,9	2	3,0	3	4,3	1	2,0	—	—
	H	66	97,1	65	97,0	66	95,7	49	98,0	33	100,0
	T	**68**	**2,7**	**67**	**2,6**	**69**	**2,4**	**50**	**1,7**	**33**	**1,1**
Directeur général des élections	F	—	—	—	—	2	22,2	2	25,0	2	22,2
	H	2	100,0	4	100,0	7	77,8	6	75,0	7	77,8
	T	**2**	**0,1**	**4**	**0,2**	**9**	**0,3**	**8**	**0,3**	**9**	**0,3**
Éducation	F	5	2,7	6	3,1	5	2,7	5	2,6	12	6,0
	H	181	97,3	190	96,9	179	97,3	184	97,4	187	94,0
	T	**186**	**7,4**	**196**	**7,5**	**184**	**6,4**	**189**	**6,5**	**199**	**6,5**
Énergie et Ressources	F	—	—	1	0,8	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	128	99,2	128	100,0	132	100,0	145	100,0
	T	**—**	**—**	**129**	**4,9**	**128**	**4,5**	**132**	**4,6**	**145**	**4,8**
Environnement	F	1	3,2	1	3,1	2	3,6	1	1,6	1	1,5
	H	30	96,8	31	96,9	53	96,4	62	98,4	64	98,5
	T	**31**	**1,2**	**32**	**1,2**	**55**	**1,9**	**63**	**2,2**	**65**	**2,1**
Financement forestier	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	3	100,0	3	100,0	3	100,0	3	100,0	3	100,0
	T	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**
Finances	F	1	1,3	1	1,2	—	—	—	—	2	2,6
	H	79	98,8	82	98,8	78	100,0	68	100,0	74	97,4
	T	**80**	**3,2**	**83**	**3,2**	**78**	**2,7**	**68**	**2,4**	**76**	**2,5**
Fonction publique	F	3	4,7	2	2,3	2	2,2	2	2,3	3	3,3
	H	61	95,3	85	97,7	89	97,8	86	97,7	87	96,7
	T	**64**	**2,5**	**87**	**3,3**	**91**	**3,2**	**88**	**3,0**	**90**	**3,0**
Habitation et Protection du consommateur	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	1	100,0	4	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**1**	**0,0**	**4**	**0,1**

Tableau 4 — Évolution des effectifs réguliers "personnel hors-cadres et cadres supérieurs" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978-1983 (suite)

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	10	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**10**	**0,4**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Immigration	F	—	—	1	4,2	2	7,7	2	7,7	2	8,0
	H	23	100,0	23	95,8	24	92,3	24	92,3	23	92,0
	T	**23**	**0,9**	**24**	**0,9**	**26**	**0,9**	**26**	**0,9**	**25**	**0,8**
Industrie, Commerce et Tourisme	F	—	—	1	0,8	1	1,0	—	—	2	2,3
	H	—	—	120	99,2	103	99,0	89	100,0	86	97,7
	T	**—**	**—**	**121**	**4,6**	**104**	**3,6**	**89**	**3,1**	**88**	**2,9**
Industrie et Commerce	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	106	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**106**	**4,2**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Justice	F	8	4,9	9	5,1	10	5,7	14	8,0	20	10,1
	H	155	95,1	169	94,9	166	94,3	161	92,0	178	89,9
	T	**163**	**6,5**	**178**	**6,8**	**176**	**6,1**	**175**	**6,1**	**198**	**6,5**
Loisir, Chasse et Pêche	F	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2,9
	H	—	—	72	100,0	70	100,0	69	100,0	66	97,1
	T	**—**	**—**	**72**	**2,8**	**70**	**2,4**	**69**	**2,4**	**68**	**2,2**
Office de la langue française	F	—	—	3	9,7	2	6,7	2	6,3	3	9,7
	H	17	100,0	28	90,3	28	93,3	30	93,8	28	90,3
	T	**17**	**0,7**	**31**	**1,2**	**30**	**1,0**	**32**	**1,1**	**31**	**1,0**
Office de la protection du consommateur	F	—	—	—	—	—	—	3	27,3	4	30,8
	H	—	—	—	—	—	—	8	72,7	9	69,2
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**11**	**0,4**	**13**	**0,4**
Office de planification et de développement du Québec	F	2	4,9	1	2,4	1	2,3	1	2,3	1	2,7
	H	39	95,1	40	97,6	42	97,7	42	97,7	36	97,3
	T	**41**	**1,6**	**41**	**1,6**	**43**	**1,5**	**43**	**1,5**	**37**	**1,2**
Office des autoroutes du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	8	100,0	8	100,0	—	—
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**8**	**0,3**	**8**	**0,3**	**—**	**—**
Office des personnes handicapées du Québec	F	—	—	—	—	1	25,0	1	25,0	2	40,0
	H	—	—	—	—	3	75,0	3	75,0	3	60,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**4**	**0,1**	**4**	**0,1**	**5**	**0,2**
Office des professsions du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	7	100,0	8	100,0	7	100,0	7	100,0	6	100,0
	T	**7**	**0,3**	**8**	**0,3**	**7**	**0,2**	**7**	**0,2**	**6**	**0,2**
Office des services de garde à l'enfance	F	—	—	—	—	—	—	2	66,7	2	66,7
	H	—	—	—	—	—	—	1	33,3	1	33,3
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**
Office du crédit agricole du Québec	F	1	3,2	1	3,4	1	3,6	1	3,4	1	3,6
	H	30	96,8	28	96,6	27	96,4	28	96,6	27	96,4
	T	**31**	**1,2**	**29**	**1,1**	**28**	**1,0**	**29**	**1,0**	**28**	**0,9**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	F	—	—	2	11,1	2	9,1	4	17,4	4	16,7
	H	—	—	16	88,9	20	90,9	19	82,6	20	83,3
	T	**—**	**—**	**18**	**0,7**	**22**	**0,8**	**23**	**0,8**	**24**	**0,8**
Régie de l'assurance-automobile	F	—	—	—	—	1	3,8	5	13,9	8	17,0
	H	—	—	—	—	25	96,2	31	86,1	39	83,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**26**	**0,9**	**36**	**1,2**	**47**	**1,5**

Tableau 4 — Évolution des effectifs réguliers "personnel hors-cadres et cadres supérieurs" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978-1983 (suite)

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Régie de l'assurance-maladie du Québec	F	—	—	—	—	2	3,8	2	4,3	4	7,5
	H	—	—	—	—	51	96,2	45	95,7	49	92,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**53**	**1,8**	**47**	**1,6**	**53**	**1,7**
Régie des assurances agricoles du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	14	100,0	14	100,0	10	100,0	11	100,0	9	100,0
	T	**14**	**0,6**	**14**	**0,5**	**10**	**0,3**	**11**	**0,4**	**9**	**0,3**
Régie des entreprises de construction	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	10	100,0	10	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**10**	**0,3**	**10**	**0,3**
Régie des rentes du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3,1
	H	—	—	—	—	24	100,0	27	100,0	31	96,9
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**24**	**0,8**	**27**	**0,9**	**32**	**1,1**
Régie des services publics	F	—	—	—	—	1	6,7	—	—	—	—
	H	17	100,0	14	100,0	14	93,3	14	100,0	15	100,0
	T	**17**	**0,7**	**14**	**0,5**	**15**	**0,5**	**14**	**0,5**	**15**	**0,5**
Régie du logement	F	1	12,5	1	9,1	7	21,2	2	18,2	2	15,4
	H	7	87,5	10	90,9	26	78,8	9	81,8	11	84,6
	T	**8**	**0,3**	**11**	**0,4**	**33**	**1,2**	**11**	**0,4**	**13**	**0,4**
Revenu	F	—	—	—	—	—	—	1	0,7	2	1,2
	H	144	100,0	145	100,0	141	100,0	148	99,3	168	98,8
	T	**144**	**5,7**	**145**	**5,5**	**141**	**4,9**	**149**	**5,2**	**170**	**5,6**
Richesses naturelles	F	1	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	69	98,6	15	100,0	—	—	—	—	—	—
	T	**70**	**2,8**	**15**	**0,6**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Société d'habitation du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	24	100,0	24	100,0	25	100,0	24	100,0	30	100,0
	T	**24**	**1,0**	**24**	**0,9**	**25**	**0,9**	**24**	**0,8**	**30**	**1,0**
Sûreté du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	13	100,0	13	100,0	12	100,0	11	100,0	14	100,0
	T	**13**	**0,5**	**13**	**0,5**	**12**	**0,4**	**11**	**0,4**	**14**	**0,5**
Terres et Forêts	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	74	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**74**	**2,9**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Tourisme, Chasse et Pêche	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	73	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**73**	**2,9**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Transports	F	—	—	—	—	—	—	1	0,4	1	0,4
	H	263	100,0	253	100,0	244	100,0	249	99,6	255	99,6
	T	**263**	**10,4**	**253**	**9,7**	**244**	**8,5**	**250**	**8,7**	**256**	**8,4**
Travail et Main-d'oeuvre	F	—	—	1	1,1	2	2,0	13	9,2	16	10,6
	H	87	100,0	88	98,9	96	98,0	129	90,8	135	89,4
	T	**87**	**3,5**	**89**	**3,4**	**98**	**3,4**	**142**	**4,9**	**151**	**5,0**
Travaux public et Approvisionnement	F	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1,3
	H	76	100,0	79	100,0	77	100,0	83	100,0	78	98,7
	T	**76**	**3,0**	**79**	**3,0**	**77**	**2,7**	**83**	**2,9**	**79**	**2,6**
Ensemble des effectifs	F	51	2,0	66	2,5	103	3,6	121	4,2	164	5,4
	H	2 469	98,0	2 549	97,5	2 765	96,4	2 769	95,8	2 876	94,6
	T	**2 520**	**100,0**	**2 615**	**100,0**	**2 868**	**100,0**	**2 890**	**100,0**	**3 040**	**100,0**

* Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 5 — Évolution des effectifs réguliers "professionnels" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978 à 1983

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Affaires culturelles	F	144	36,5	146	35,9	160	37,5	154	35,8	151	35,5
	H	250	63,5	261	64,1	267	62,5	276	64,2	274	64,5
	T	**394**	**3,9**	**407**	**3,9**	**427**	**3,7**	**430**	**3,6**	**425**	**3,6**
Affaires intergouvernementales	F	24	16,6	28	17,9	31	19,7	35	22,4	37	24,2
	H	121	83,4	128	82,1	126	80,3	121	77,6	116	75,8
	T	**145**	**1,4**	**156**	**1,5**	**157**	**1,4**	**156**	**1,3**	**153**	**1,3**
Affaires municipales	F	8	4,6	12	7,4	22	11,1	23	11,7	22	11,6
	H	165	95,4	150	92,6	177	88,9	174	88,3	168	88,4
	T	**173**	**1,7**	**162**	**1,5**	**199**	**1,7**	**197**	**1,7**	**190**	**1,6**
Affaires sociales	F	151	21,4	152	21,5	150	22,2	143	23,7	121	22,7
	H	555	78,6	554	78,5	527	77,8	460	76,3	411	77,3
	T	**706**	**7,0**	**706**	**6,8**	**677**	**5,9**	**603**	**5,1**	**532**	**4,5**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	57	7,2	69	8,1	71	8,3	61	7,6	60	7,7
	H	736	92,8	782	91,9	786	91,7	741	92,4	724	92,3
	T	**793**	**7,9**	**851**	**8,1**	**857**	**7,4**	**802**	**6,8**	**784**	**6,6**
Assemblée nationale	F	30	21,1	32	22,4	35	23,2	35	22,2	24	30,4
	H	112	78,9	111	77,6	116	76,8	123	77,8	55	69,6
	T	**142**	**1,4**	**143**	**1,4**	**151**	**1,3**	**158**	**1,3**	**79**	**0,7**
Bureau du vérificateur général	F	—	—	—	—	—	—	—	—	18	18,0
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	82	82,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**100**	**0,8**
Commerce extérieur	F	—	—	—	—	—	—	—	—	10	14,7
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	58	85,3
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**68**	**0,6**
Commission administrative des régimes de retraite	F	10	15,2	11	15,5	13	16,7	18	23,4	16	20,8
	H	56	84,8	60	84,5	65	83,3	59	76,6	61	79,2
	T	**66**	**0,7**	**71**	**0,7**	**78**	**0,7**	**77**	**0,6**	**77**	**0,6**
Commission d'appel de francisation des entreprises	F	—	—	1	100,0	1	100,0	1	100,0	1	100,0
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**—**	**—**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**
Commission de la fonction publique	F	18	22,0	1	12,5	2	14,3	4	26,7	3	23,1
	H	64	78,0	7	87,5	12	85,7	11	73,3	10	76,9
	T	**82**	**0,8**	**8**	**0,1**	**14**	**0,1**	**15**	**0,1**	**13**	**0,1**
Commission de la représentation électorale	F	—	—	—	—	—	—	1	16,7	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	5	83,3	—	—
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**6**	**0,1**	**—**	**—**
Commission de la santé et de la sécurité du travail	F	—	—	—	—	74	17,1	120	20,3	164	23,3
	H	—	—	—	—	358	82,9	470	79,7	539	76,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**432**	**3,8**	**590**	**5,0**	**703**	**5,9**
Commission de protection du territoire agricole	F	—	—	—	—	—	—	5	20,8	7	21,2
	H	—	—	—	—	—	—	19	79,2	26	78,8
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**24**	**0,2**	**33**	**0,3**
Commission de surveillance de la langue française	F	2	33,3	2	22,2	2	20,0	2	20,0	4	36,4
	H	4	66,7	7	77,8	8	80,0	8	80,0	7	63,6
	T	**6**	**0,1**	**9**	**0,1**	**10**	**0,1**	**10**	**0,1**	**11**	**0,1**
Commission des normes minimales du travail	F	—	—	—	—	2	6,9	4	11,4	8	19,5
	H	—	—	—	—	27	93,1	31	88,6	33	80,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**29**	**0,3**	**35**	**0,3**	**41**	**0,3**

Tableau 5 — Évolution des effectifs réguliers "professionnels" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978 à 1983 (suite)

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Commission des transports	F	7	18,9	6	17,1	5	14,7	5	13,9	5	12,8
	H	30	81,1	29	82,9	29	85,3	31	86,1	34	87,2
	T	**37**	**0,4**	**35**	**0,3**	**34**	**0,3**	**36**	**0,3**	**39**	**0,3**
Commission des valeurs mobilières	F	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8,3
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	22	91,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**24**	**0,2**
Communications	F	66	19,4	77	21,5	79	22,8	73	21,2	67	20,4
	H	275	80,6	281	78,5	267	77,2	272	78,8	261	79,6
	T	**341**	**3,4**	**358**	**3,4**	**346**	**3,0**	**345**	**2,9**	**328**	**2,8**
Conseil de la langue française	F	2	33,3	3	30,0	4	26,7	6	35,3	6	37,5
	H	4	66,7	7	70,0	11	73,3	11	64,7	10	62,5
	T	**6**	**0,1**	**10**	**0,1**	**15**	**0,1**	**17**	**0,1**	**16**	**0,1**
Conseil du statut de la femme	F	14	93,3	18	94,7	29	96,7	27	96,4	30	96,8
	H	1	6,7	1	5,3	1	3,3	1	3,6	1	3,2
	T	**15**	**0,1**	**19**	**0,2**	**30**	**0,3**	**28**	**0,2**	**31**	**0,3**
Conseil du trésor	F	8	12,7	8	9,6	11	13,6	17	18,9	16	21,1
	H	55	87,3	75	90,4	70	86,4	73	81,1	60	78,9
	T	**63**	**0,6**	**83**	**0,8**	**81**	**0,7**	**90**	**0,8**	**76**	**0,6**
Conseil exécutif	F	10	25,6	14	30,4	17	28,3	34	21,8	36	20,9
	H	29	74,4	32	69,6	43	71,7	122	78,2	136	79,1
	T	**39**	**0,4**	**46**	**0,4**	**60**	**0,5**	**156**	**1,3**	**172**	**1,4**
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	F	25	13,0	36	16,7	36	16,7	12	7,8	11	8,4
	H	168	87,0	179	83,3	179	83,3	142	92,2	120	91,6
	T	**193**	**1,9**	**215**	**2,1**	**215**	**1,9**	**154**	**1,3**	**131**	**1,1**
Directeur général des élections	F	1	5,6	8	25,0	5	20,0	3	16,7	5	18,5
	H	17	94,4	24	75,0	20	80,0	15	83,3	22	81,5
	T	**18**	**0,2**	**32**	**0,3**	**25**	**0,2**	**18**	**0,2**	**27**	**0,2**
Éducation	F	129	14,8	138	15,5	141	16,1	160	18,2	162	18,5
	H	744	85,2	750	84,5	737	83,9	721	81,8	716	81,5
	T	**873**	**8,7**	**888**	**8,5**	**878**	**7,6**	**881**	**7,4**	**878**	**7,4**
Énergie et Ressources	F	—	—	21	3,3	24	4,0	31	5,0	33	5,4
	H	—	—	625	96,7	582	96,0	589	95,0	581	94,6
	T	**—**	**—**	**646**	**6,2**	**606**	**5,3**	**620**	**5,2**	**6,4**	**5,2**
Environnement	F	14	7,4	18	8,7	22	7,0	27	8,4	29	8,7
	H	174	92,6	189	91,3	291	93,0	296	91,6	306	91,3
	T	**188**	**1,9**	**207**	**2,0**	**313**	**2,7**	**323**	**2,7**	**335**	**2,8**
Financement forestier	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	11	100,0	12	100,0	13	100,0	13	100,0	13	100,0
	T	**11**	**0,1**	**12**	**0,1**	**13**	**0,1**	**13**	**0,1**	**13**	**0,1**
Finances	F	12	5,2	14	6,2	20	9,0	19	9,1	16	8,1
	H	219	94,8	212	93,8	203	91,0	189	90,9	182	91,9
	T	**231**	**2,3**	**226**	**2,2**	**223**	**1,9**	**208**	**1,8**	**198**	**1,7**
Fonction publique	F	22	19,0	34	23,3	38	23,6	46	29,3	48	30,0
	H	94	81,0	112	76,7	123	76,4	111	70,7	112	70,0
	T	**116**	**1,1**	**146**	**1,4**	**161**	**1,4**	**157**	**1,3**	**160**	**1,3**
Habitation et Protection du consommateur	F	—	—	—	—	—	—	1	50,0	3	42,9
	H	—	—	—	—	—	—	1	50,0	4	57,1
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2**	**0,0**	**7**	**0,1**

Tableau 5 — Évolution des effectifs réguliers "professionnels" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978 à 1983 (suite)

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports	F	8	11,8	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	60	88,2	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	68	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—
Immigration	F	107	40,7	103	40,7	101	39,9	102	40,5	101	41,6
	H	156	59,3	150	59,3	152	60,1	150	59,5	142	58,4
	T	263	2,6	253	2,4	253	2,2	252	2,1	243	2,0
Industrie, Commerce et Tourisme	F	—	—	62	10,1	62	9,7	43	7,7	33	7,1
	H	—	—	550	89,9	578	90,3	516	92,3	434	92,9
	T	—	—	612	5,9	640	5,6	559	4,7	467	3,9
Industrie et Commerce	F	41	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	396	90,6	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	437	4,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Justice	F	225	27,0	230	27,5	224	27,0	228	27,2	235	27,8
	H	608	73,0	607	72,5	606	73,0	609	72,8	611	72,2
	T	833	8,3	837	8,0	830	7,2	837	7,1	846	7,1
Loisir, Chasse et Pêche	F	—	—	25	6,7	25	6,8	28	7,4	31	7,5
	H	—	—	349	93,3	343	93,2	351	92,6	380	92,5
	T	—	—	374	3,6	368	3,2	379	3,2	411	3,5
Office de la langue française	F	57	35,6	80	40,2	80	38,5	77	38,1	72	38,1
	H	103	64,4	119	59,8	128	61,5	125	61,9	117	61,9
	T	160	1,6	199	1,9	208	1,8	202	1,7	189	1,6
Office de la protection du consommateur	F	—	—	—	—	—	—	23	30,3	21	26,3
	H	—	—	—	—	—	—	53	69,7	59	73,8
	T	—	—	—	—	—	—	76	0,6	80	0,7
Office de planification et de développement du Québec	F	12	16,7	13	16,9	8	11,1	8	11,1	8	13,8
	H	60	83,3	64	83,1	64	88,9	64	88,9	50	86,2
	T	72	0,7	77	0,7	72	0,6	72	0,6	58	0,5
Office des autoroutes du Québec	F	—	—	—	—	1	8,3	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	11	91,7	11	100,0	—	—
	T	—	—	—	—	12	0,1	11	0,1	—	—
Office des personnes handicapées du Québec	F	—	—	—	—	7	31,8	9	36,0	17	40,5
	H	—	—	—	—	15	68,2	16	64,0	25	59,5
	T	—	—	—	—	22	0,2	25	0,2	42	0,4
Office des professions du Québec	F	4	23,5	4	23,5	5	33,3	4	36,4	9	56,3
	H	13	76,5	13	76,5	10	66,7	7	63,6	7	43,8
	T	17	0,2	17	0,2	15	0,1	11	0,1	16	0,1
Office des services de garde à l'enfance	F	—	—	—	—	—	—	9	75,0	8	50,0
	H	—	—	—	—	—	—	3	25,0	8	50,0
	T	—	—	—	—	—	—	12	0,1	16	0,1
Office du crédit agricole du Québec	F	5	5,6	6	6,5	6	6,2	14	12,7	14	13,6
	H	84	94,4	86	93,5	91	93,8	96	87,3	89	86,4
	T	89	0,9	92	0,9	97	0,8	110	0,9	103	0,9
Office du recrutement et de la sélection du personnel	F	—	—	21	28,8	18	24,0	25	32,1	21	33,9
	H	—	—	52	71,2	57	76,0	53	67,9	41	66,1
	T	—	—	73	0,7	75	0,7	78	0,7	62	0,5
Régie de l'assurance-automobile	F	—	—	—	—	27	14,5	43	17,8	60	20,9
	H	—	—	—	—	159	85,5	199	82,2	227	79,1
	T	—	—	—	—	186	1,6	242	2,0	287	2,4

Tableau 5 — Évolution des effectifs réguliers "professionnels" selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1978 à 1983 (suite)

Ministère/organisme	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Régie de l'assurance-maladie du Québec	F	—	—	—	—	44	20,4	56	23,7	52	25,0
	H	—	—	—	—	172	79,6	180	76,3	156	75,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**216**	**1,9**	**236**	**2,0**	**208**	**1,7**
Régie des assurances agricoles du Québec	F	—	—	—	—	—	—	1	4,2	1	4,2
	H	14	100,0	13	100,0	10	100,0	23	95,8	23	95,8
	T	**14**	**0,1**	**13**	**0,1**	**10**	**0,1**	**24**	**0,2**	**24**	**0,2**
Régie des entreprises de construction	F	—	—	—	—	—	—	3	18,8	3	18,8
	H	—	—	—	—	—	—	13	81,3	13	81,3
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**16**	**0,1**	**16**	**0,1**
Régie des rentes du Québec	F	—	—	—	—	17	12,9	23	15,2	22	14,5
	H	—	—	—	—	115	87,1	128	84,8	130	85,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**132**	**1,1**	**151**	**1,3**	**152**	**1,3**
Régie des services publics	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	10	100,0	11	100,0	10	100,0	9	100,0	10	100,0
	T	**10**	**0,1**	**11**	**0,1**	**10**	**0,1**	**9**	**0,1**	**10**	**0,1**
Régie du logement	F	5	14,7	16	32,0	18	31,0	21	35,6	16	34,0
	H	29	85,3	34	68,0	40	69,0	38	64,4	31	66,0
	T	**34**	**0,3**	**50**	**0,5**	**58**	**0,5**	**59**	**0,5**	**47**	**0,4**
Revenu	F	58	8,5	54	8,0	65	9,3	75	10,7	79	11,9
	H	627	91,5	623	92,0	632	90,7	624	89,3	583	88,1
	T	**685**	**6,8**	**677**	**6,5**	**697**	**6,1**	**699**	**5,9**	**662**	**5,6**
Richesses naturelles	F	3	1,0	1	1,1	—	—	—	—	—	—
	H	300	99,0	86	98,9	—	—	—	—	—	—
	T	**303**	**3,0**	**87**	**0,8**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Société d'habitation du Québec	F	16	10,5	16	10,2	18	10,7	16	9,2	14	8,5
	H	136	89,5	141	89,8	150	89,3	157	90,8	150	91,5
	T	**152**	**1,5**	**157**	**1,5**	**168**	**1,5**	**173**	**1,5**	**164**	**1,4**
Sûreté du Québec	F	8	13,8	7	12,1	7	12,7	7	14,0	5	10,6
	H	50	86,2	51	87,9	48	87,3	43	86,0	42	89,4
	T	**58**	**0,6**	**58**	**0,6**	**55**	**0,5**	**50**	**0,4**	**47**	**0,4**
Terres et Forêts	F	13	3,1	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	411	96,9	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**424**	**4,2**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Tourisme, Chasse et Pêche	F	29	6,7	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	403	93,3	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**432**	**4,3**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Transports	F	38	5,6	44	6,2	35	5,6	31	4,9	30	4,6
	H	644	94,4	663	93,8	592	94,4	605	95,1	616	95,4
	T	**682**	**6,8**	**707**	**6,8**	**627**	**5,4**	**636**	**5,4**	**646**	**5,4**
Travail et Main-d'oeuvre	F	48	11,5	43	10,1	42	10,3	58	12,0	80	15,0
	H	371	88,5	368	89,5	367	89,7	425	88,0	452	85,0
	T	**419**	**4,2**	**411**	**3,9**	**409**	**3,6**	**483**	**4,1**	**532**	**4,5**
Travaux publics et Approvisionnement	F	15	5,0	18	5,7	21	6,6	18	5,7	16	5,3
	H	285	95,0	298	94,3	299	93,4	296	94,3	287	94,7
	T	**300**	**3,0**	**316**	**3,0**	**320**	**2,8**	**314**	**2,6**	**303**	**2,5**
Ensemble des effectifs	F	1 446	14,3	1 592	15,2	1 825	15,9	1 989	16,8	2 063	17,4
	H	8 644	85,7	8 866	84,8	9 687	84,1	9 879	83,2	9 827	82,6
	T	**10 090**	**100,0**	**10 458**	**100,0**	**11 512**	**100,0**	**11 868**	**100,0**	**11 890**	**100,0**

* Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 6 — Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le traitement et le sexe, 1978 à 1983

Traitement	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
10 000 et moins	F	7 239	77,9	288	89,4	52	88,1	32	91,4	30	88,2
	H	2 055	22,1	34	10,6	7	11,9	3	8,6	4	11,8
	T	**9 294**	**17,3**	**322**	**0,6**	**59**	**0,1**	**35**	**0,1**	**34**	**0,1**
10 001 à 15 000	F	7 838	37,3	12 876	59,3	7 796	63,9	3 521	80,6	779	57,8
	H	13 184	62,7	8 853	40,7	4 408	36,1	845	19,4	569	42,2
	T	**21 022**	**39,2**	**21 729**	**40,9**	**12 204**	**21,0**	**4 366**	**7,6**	**1 348**	**2,4**
15 001 à 20 000	F	1 633	16,0	2 508	20,3	9 000	43,6	11 434	53,4	15 383	54,6
	H	8 602	84,0	9 848	79,7	11 622	56,4	9 996	46,6	12 778	45,4
	T	**10 235**	**19,1**	**12 356**	**23,2**	**20 622**	**35,5**	**21 430**	**37,1**	**28 161**	**49,4**
20 001 à 25 000	F	752	16,5	1 307	15,6	1 951	18,5	3 207	24,0	2 031	20,9
	H	3 808	83,5	7 059	84,4	8 595	81,5	10 146	76,0	7 699	79,1
	T	**4 560**	**8,5**	**8 366**	**15,7**	**10 546**	**18,2**	**13 353**	**23,1**	**9 730**	**17,1**
25 001 à 30 000	F	324	11,4	449	12,9	841	16,6	922	17,7	913	18,7
	H	2 514	88,6	3 019	87,1	4 233	83,4	4 292	82,3	3 957	81,3
	T	**2 838**	**5,3**	**3 468**	**6,5**	**5 074**	**8,7**	**5 214**	**9,0**	**4 870**	**8,5**
30 001 à 35 000	F	160	3,9	297	6,2	362	14,6	663	16,5	727	16,4
	H	3 991	96,1	4 516	93,8	2 120	85,4	3 355	83,5	3 714	83,6
	T	**4 151**	**7,7**	**4 813**	**9,1**	**2 482**	**4,3**	**4 016**	**7,0**	**4 441**	**7,8**
35 001 à 40 000	F	19	2,1	39	2,7	247	5,3	341	15,2	356	7,2
	H	874	97,9	1 394	97,3	4 392	94,7	1 897	84,8	4 612	92,8
	T	**893**	**1,7**	**1 433**	**2,7**	**4 639**	**8,0**	**2 238**	**3,9**	**4 968**	**8,7**
40 001 et plus	F	19	3,0	26	3,9	81	3,4	380	5,3	180	5,2
	H	610	97,0	640	96,1	2 308	96,6	6 734	94,7	3 281	94,8
	T	**629**	**1,2**	**666**	**1,3**	**2 389**	**4,1**	**7 114**	**12,3**	**3 461**	**6,1**
Ensemble des effectifs	F	17 984	33,5	17 790	33,5	20 330	35,0	20 500	35,5	20 399	35,8
	H	35 638	66,5	35 363	66,5	37 685	65,0	37 268	64,5	36 614	64,2
	T	**53 622**	**100,0**	**53 153**	**100,0**	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**

* Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 7 — Évolution des entrées en fonction[a] selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1978 à 1983

Catégorie d'emploi	Sexe	1978-1979 Nombre	%	1979-1980 Nombre	%	1980-1981* Nombre	%	1981-1982* Nombre	%	1982-1983* Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	3	12,5	5	23,8	7	15,6	6	26,1	3	18,8
	H	21	87,5	16	76,2	38	84,4	17	73,9	13	81,3
	T	**24**	**0,6**	**21**	**1,0**	**45**	**2,1**	**23**	**1,3**	**16**	**1,7**
Cadres supérieurs	F	6	8,0	1	1,3	8	9,2	5	10,6	4	12,1
	H	69	92,0	76	98,7	79	90,8	42	89,4	29	87,9
	T	**75**	**1,8**	**77**	**3,8**	**87**	**4,1**	**47**	**2,6**	**33**	**3,4**
Personnel de maîtrise	F	3	9,4	2	13,3	—	—	1	8,3	2	40,0
	H	29	90,6	13	86,7	8	100,0	11	91,7	3	60,0
	T	**32**	**0,8**	**15**	**0,7**	**8**	**0,4**	**12**	**0,7**	**5**	**0,5**
Professionnels	F	175	18,6	169	25,8	160	26,4	165	24,7	98	27,1
	H	765	81,4	486	74,2	446	73,6	503	75,3	264	72,9
	T	**942**	**22,2**	**655**	**32,6**	**606**	**28,7**	**668**	**36,3**	**362**	**37,4**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	1 603	64,2	698	63,9	749	63,3	620	66,2	277	61,4
	H	892	35,8	394	36,1	435	36,7	317	33,8	174	38,6
	T	**2 495**	**58,8**	**1 092**	**54,4**	**1 184**	**56,0**	**937**	**51,0**	**451**	**46,5**
Agents de la paix	F	13	6,9	3	6,0	16	30,2	16	32,7	12	31,6
	H	175	93,1	47	94,0	37	69,8	33	67,3	26	68,4
	T	**188**	**4,4**	**50**	**2,5**	**53**	**2,5**	**49**	**2,7**	**38**	**3,9**
Ouvriers	F	36	7,8	11	13,8	2	1,8	3	3,3	—	—
	H	427	92,2	69	86,3	112	98,2	88	96,7	45	100,0
	T	**463**	**10,9**	**80**	**4,0**	**114**	**5,4**	**91**	**5,0**	**45**	**4,6**
Autres	F	2	8,3	4	21,1	3	18,8	2	18,2	8	42,1
	H	22	91,7	15	78,9	13	81,3	9	81,8	11	57,9
	T	**24**	**0,6**	**19**	**0,9**	**16**	**0,8**	**11**	**0,6**	**19**	**2,0**
Ensemble des effectifs	F	1 841	43,4	893	44,4	945	44,7	818	44,5	404	41,7
	H	2 402	56,6	1 116	55,6	1 168	55,3	1 020	55,5	565	58,3
	T	**4 243**	**100,0**	**2 009**	**100,0**	**2 113**	**100,0**	**1 838**	**100,0**	**969**	**100,0**

[a] Entrées en fonctions: nombre d'employés nouvellement recrutés dans la fonction publique.

* Ces données incluent les effectifs des organismes dont la paie est décentralisée.

Tableau 8 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, la région administrative et le sexe, au 31 mars 1983

Catégorie d'emploi / Région[b]	Sexe	— 00 — Nombre	%	— 01 — Nombre	%	— 02 — Nombre	%	— 03 — Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	—	—	—	—	—	—	21	8,9
	H	—	—	—	—	—	—	216	91,1
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**237**	**0,9**
Cadres supérieurs	F	—	—	1	2,9	—	—	70	4,1
	H	—	—	34	97,1	21	100,0	1 628	95,9
	T	**—**	**—**	**35**	**2,1**	**21**	**1,6**	**1 698**	**6,6**
Personnel de maîtrise	F	—	—	9	6,9	9	9,4	140	14,9
	H	—	—	121	93,1	87	90,6	798	85,1
	T	**—**	**—**	**130**	**7,7**	**96**	**7,5**	**938**	**3,7**
Professionnels	F	—	—	13	6,8	13	8,8	1 042	15,9
	H	—	—	177	93,2	134	91,2	5 509	84,1
	T	**—**	**—**	**190**	**11,3**	**147**	**11,4**	**6 551**	**25,5**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	—	—	365	45,2	307	47,4	7 715	57,3
	H	—	—	442	54,8	341	52,6	5 744	42,7
	T	**—**	**—**	**807**	**48,1**	**648**	**50,3**	**13 459**	**52,4**
Agents de la paix	F	—	—	—	—	—	—	18	2,4
	H	—	—	141	100,0	100	100,0	740	97,6
	T	**—**	**—**	**141**	**8,4**	**100**	**7,8**	**758**	**3,0**
Ouvriers	F	—	—	2	0,5	—	—	57	2,9
	H	1	100,0	366	99,5	269	100,0	1 940	97,1
	T	**1**	**100,0**	**368**	**21,9**	**269**	**20,9**	**1 997**	**7,8**
Autres	F	—	—	—	—	—	—	3	7,1
	H	—	—	7	100,0	7	100,0	39	92,9
	T	**—**	**—**	**7**	**0,4**	**7**	**0,5**	**42**	**0,2**
Ensemble des effectifs	F	—	—	390	23,2	329	25,5	9 066	35,3
	H	1	100,0	1 288	76,8	959	74,5	16 614	64,7
	T	**1**	**0,0**	**1 678**	**2,9**	**1 288**	**2,3**	**25 680**	**45,0**

Tableau 8 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, la région administrative et le sexe, au 31 mars 1983 (suite)

Catégorie d'emploi / Région[b]	Sexe	— 04 — Nombre	%	— 05 — Nombre	%	— 06 — Nombre	%	— 07 — Nombre	%	— 08 — Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	1	100,0	0	0,0	21	18,6	0	0,0	0	0,0
	H	0	0,0	0	0,0	92	81,4	1	100,0	0	0,0
	T	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**113**	**0,7**	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**
Cadres supérieurs	F	2	4,9	0	0,0	26	5,4	1	3,8	0	0,0
	H	39	95,1	23	100,0	459	94,6	25	96,2	20	100,0
	T	**41**	**2,2**	**23**	**2,2**	**485**	**3,2**	**26**	**2,2**	**20**	**1,7**
Personnel de maîtrise	F	8	6,7	7	10,0	126	14,8	3	4,3	9	10,2
	H	111	93,3	63	90,0	726	85,2	67	95,7	79	89,8
	T	**119**	**6,4**	**70**	**6,6**	**852**	**5,6**	**70**	**5,9**	**88**	**7,6**
Professionnels	F	30	10,5	15	11,3	583	21,2	27	18,6	13	12,0
	H	255	89,5	118	88,7	2 173	78,8	118	81,4	95	88,0
	T	**285**	**15,2**	**133**	**12,6**	**2 756**	**18,2**	**145**	**12,2**	**108**	**9,4**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	431	44,4	240	45,1	4 765	60,7	318	56,9	264	48,5
	H	540	55,6	292	54,9	3 079	39,3	241	43,1	280	51,5
	T	**971**	**51,8**	**532**	**50,5**	**7 844**	**51,9**	**559**	**47,1**	**544**	**47,1**
Agents de la paix	F	0	0,0	1	1,8	88	8,1	0	0,0	0	0,0
	H	76	100,0	55	98,2	999	91,9	93	100,0	83	100,0
	T	**76**	**4,1**	**56**	**5,3**	**1 087**	**7,2**	**93**	**7,8**	**83**	**7,2**
Ouvriers	F	1	0,3	6	2,6	19	1,0	7	2,5	6	2,0
	H	368	99,7	227	97,4	1 842	99,0	278	97,5	298	98,0
	T	**369**	**19,7**	**233**	**22,1**	**1 861**	**12,3**	**285**	**24,0**	**304**	**26,3**
Autres	F	0	0,0	1	14,3	19	17,9	3	33,3	1	14,3
	H	11	100,0	6	85,7	87	82,1	6	66,7	6	85,7
	T	**11**	**0,6**	**7**	**0,7**	**106**	**0,7**	**9**	**0,8**	**7**	**0,6**
Ensemble des effectifs	F	473	25,3	270	25,6	5 647	37,4	359	30,2	293	25,4
	H	1 400	74,7	784	74,4	9 457	62,6	829	69,8	861	74,6
	T	**1 873**	**3,3**	**1 054**	**1,8**	**15 104**	**26,5**	**1 188**	**2,1**	**1 154**	**2,0**

Tableau 8 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, la région administrative et le sexe, au 31 mars 1983 (suite)

Catégorie d'emploi / Région[b]	Sexe	— 09 — Nombre	%	— 10 — Nombre	%	Non identifiée[c] Nombre	%	Total Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	—	—	—	—	1	6,7	44	12,0
	H	—	—	—	—	14	93,3	323	88,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**15**	**0,2**	**367**	**0,6**
Cadres supérieurs	F	—	—	—	—	20	6,5	120	4,5
	H	17	100,0	—	—	287	93,5	2 553	95,5
	T	**17**	**2,6**	**—**	**—**	**307**	**4,2**	**2 673**	**4,7**
Personnel de maîtrise	F	3	4,8	—	—	91	24,4	405	14,5
	H	59	95,2	—	—	282	75,6	2 393	85,5
	T	**62**	**9,5**	**—**	**—**	**373**	**5,1**	**2 798**	**4,9**
Professionnels	F	10	13,7	—	—	317	21,1	2 063	17,4
	H	63	86,3	—	—	1 185	78,9	9 827	82,6
	T	**73**	**11,2**	**—**	**—**	**1 502**	**20,5**	**11 890**	**20,9**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	177	58,2	—	—	2 952	59,9	17 534	57,3
	H	127	41,8	—	—	1 978	40,1	13 064	42,7
	T	**304**	**46,7**	**—**	**—**	**4 930**	**67,1**	**30 598**	**53,7**
Agents de la paix	F	—	—	—	—	—	—	107	4,2
	H	71	100,0	—	—	93	100,0	2 451	95,8
	T	**71**	**10,9**	**—**	**—**	**93**	**1,3**	**2 558**	**4,5**
Ouvriers	F	1	0,8	—	—	—	—	99	1,7
	H	119	99,2	—	—	122	100,0	5 830	98,3
	T	**120**	**18,4**	**—**	**—**	**122**	**1,7**	**5 929**	**10,4**
Autres	F	—	—	—	—	—	—	27	13,5
	H	4	100,0	—	—	—	—	173	86,5
	T	**4**	**0,6**	**—**	**—**	**—**	**—**	**200**	**0,4**
Ensemble des effectifs	F	191	29,3	—	—	3 381	46,1	20 399	35,8
	H	460	70,7	—	—	3 961	53,9	36 614	64,2
	T	**651**	**1,1**	**—**	**—**	**7 342**	**12,9**	**57 013**	**100,0**

b. **Régions: 00 — Baie-James; 01 — Bas-Saint-Laurent-Gaspésie; 02 — Saguenay-Lac-Saint-Jean; 03 — Québec; 04 — Trois-Rivières; 05 — Estrie; 06 — Montréal; 07 —Outaouais; 08 — Abitibi-Témiscamingue; 09 — Côte-Nord; 10 — Nouveau-Québec; Non identifiée — personnel pour lequel la région n'est pas codifiée.**

c. **Les régions administratives ne sont pas identifiées pour les organismes dont la paie est décentralisée. Le personnel de ces organismes est donc inclus dans la région "Non identifiée".**

Tableau 9 – Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1983

Ministère/organisme / Région[d]	— 00 — Nombre	%	— 01 — Nombre	%	— 02 — Nombre	%
Affaires culturelles	—	—	18	1,1	19	1,5
Affaires intergouvernementales	—	—	—	—	—	—
Affaires municipales	—	—	3	0,2	2	0,2
Affaires sociales	—	—	1	0,1	2	0,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	—	—	311	18,5	103	8,0
Assemblée nationale	—	—	1	0,1	—	—
Bureau du vérificateur général	—	—	—	—	—	—
Commerce extérieur	—	—	—	—	—	—
Commission administrative des régimes de retraite	—	—	—	—	—	—
Commission d'appel de francisation des entreprises	—	—	—	—	—	—
Commission de la fonction publique	—	—	—	—	—	—
Commission de la santé et de la sécurité du travail	—	—	—	—	—	—
Commission de protection du territoire agricole	—	—	—	—	—	—
Commission de surveillance de la langue française	—	—	—	—	—	—
Commission des normes minimales du travail	—	—	—	—	—	—
Commission des transports	—	—	—	—	—	—
Commission des valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—
Communications	—	—	15	0,9	12	0,9
Conseil de la langue française	—	—	—	—	—	—
Conseil du statut de la femme	—	—	1	0,1	1	0,1
Conseil du trésor	—	—	—	—	—	—
Conseil exécutif	—	—	1	0,1	—	—
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	—	—	—	—	—	—
Directeur général des élections	—	—	—	—	—	—
Éducation	—	—	24	1,4	22	1,7
Énergie et Ressources	—	—	161	9,6	129	10,0
Environnement	—	—	23	1,4	21	1,6
Financement forestier	—	—	2	0,1	1	0,1
Finances	—	—	—	—	—	—
Fonction publique	—	—	—	—	—	—
Habitation et Protection du consommateur	—	—	—	—	—	—
Immigration	—	—	—	—	—	—
Industrie, Commerce et Tourisme	—	—	8	0,5	4	0,3
Justice	—	—	191	11,4	201	15,6
Loisir, Chasse et Pêche	1	100,0	170	10,1	116	9,0
Office de la langue française	—	—	3	0,2	3	0,2
Office de la protection du consommateur	—	—	6	0,4	6	0,5
Office de planification et développement du Québec	—	—	6	0,4	4	0,3
Office des personnes handicapées du Québec	—	—	1	0,1	—	—
Office des professions du Québec	—	—	—	—	—	—
Office des services de garde à l'enfance	—	—	—	—	—	—
Office du crédit agricole du Québec	—	—	6	0,4	8	0,6
Office du recrutement et de la sélection du personnel	—	—	4	0,2	2	0,2

Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1983 (suite)

Ministère/organisme / Région[d]	— 00 — Nombre	%	— 01 — Nombre	%	— 02 — Nombre	%
Régie de l'assurance-automobile	—	—	—	—	—	—
Régie de l'assurance-maladie du Québec	—	—	—	—	—	—
Régie des assurances agricoles du Québec	—	—	4	0.2	3	0.2
Régie des entreprises de construction	—	—	—	—	—	—
Régie des rentes du Québec	—	—	—	—	—	—
Régie des services publics	—	—	—	—	—	—
Régie du logement	—	—	8	0.5	15	1.2
Revenu	—	—	9	0.5	13	1.0
Société d'habitation du Québec	—	—	—	—	—	—
Sûreté du Québec	—	—	40	2.4	31	2.4
Transports	—	—	444	26.5	366	28.4
Travail et Main-d'oeuvre	—	—	208	12.4	193	15.0
Travaux publics et Approvisionnement	—	—	9	0.5	11	0.9
Ensemble des effectifs	**1**	**0,0**	**1678**	**2,9**	**1288**	**2,3**

Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1983 (suite)

Ministère/organisme / Région[d]	— 03 — Nombre	%	— 04 — Nombre	%	— 05 — Nombre	%	— 06 — Nombre	%	— 07 — Nombre	%
Affaires culturelles	490	1.9	24	1.3	6	0.6	296	2.0	20	1.7
Affaires intergouvernementales	367	1.4	—	—	—	—	5	—	1	0.1
Affaires municipales	463	1.8	2	0.1	2	0.2	75	0.5	3	0.3
Affaires sociales	1 151	4.5	4	0.2	5	0.5	102	0.7	2	0.2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 282	5.0	198	10.6	84	8.0	646	4.3	27	2.3
Assemblée nationale	573	2.2	—	—	—	—	1	—	—	—
Bureau du vérificateur général	138	0.5	—	—	—	—	24	0.2	—	—
Commerce extérieur	34	0.1	—	—	—	—	81	0.5	—	—
Commission administrative des régimes de retraite	399	1.6	—	—	—	—	—	—	—	—
Commission d'appel de francisation des entreprises	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
Commission de la fonction publique	37	0.1	—	—	—	—	2	—	—	—
Commission de la santé et de la sécurité du travail	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commission de protection du territoire agricole	48	0.2	—	—	—	—	29	0.2	—	—
Commission de surveillance de la langue française	—	—	—	—	—	—	32	0.2	—	—
Commission des normes minimales du travail	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commission des transports	134	0.5	—	—	—	—	150	1.0	—	—
Commission des valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	77	0.5	—	—

Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1983 (suite)

Ministère/organisme / Région[d]	— 03 — Nombre	%	— 04 — Nombre	%	— 05 — Nombre	%	— 06 — Nombre	%	— 07 — Nombre	%
Communications	933	3,6	15	0,8	10	0,9	125	0,8	10	0,8
Conseil de la langue française	33	0,1	—	—	—	—	1	—	—	—
Conseil du statut de la femme	48	0,2	1	0,1	1	0,1	15	0,1	1	0,1
Conseil du trésor	184	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—
Conseil exécutif	559	2,2	—	—	—	—	21	0,1	—	—
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	359	1,4	—	—	—	—	65	0,4	—	—
Directeur général des élections	85	0,3	—	—	—	—	7	—	—	—
Éducation	1 580	6,2	28	1,5	23	2,2	404	2,7	25	2,1
Énergie et Ressources	1 567	6,1	65	3,5	21	2,0	177	1,2	72	6,1
Environnement	718	2,8	27	1,4	24	2,3	227	1,5	21	1,8
Financement forestier	14	0,1	2	0,1	3	0,3	2	—	—	—
Finances	902	3,5	—	—	—	—	149	1,0	—	—
Fonction publique	380	1,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Habitation et Protection du consommateur	13	0,1	—	—	—	—	5	—	—	—
Immigration	24	0,1	1	0,1	6	0,6	368	2,4	6	0,5
Industrie, Commerce et Tourisme	483	1,9	27	1,4	4	0,4	462	3,1	3	0,3
Justice	2 079	8,1	266	14,2	160	15,2	3 559	23,6	220	18,5
Loisir, Chasse et Pêche	978	3,8	132	7,0	61	5,8	260	1,7	129	10,9
Office de la langue française	151	0,6	3	0,2	3	0,3	202	1,3	3	0,3
Office de la protection du consommateur	94	0,4	5	0,3	4	0,4	92	0,6	5	0,4
Office de planification et développement du Québec	99	0,4	4	0,2	5	0,5	24	0,2	5	0,4
Office des personnes handicapées du Québec	1	—	70	3,7	—	—	1	—	1	0,1
Office des professions du Québec	44	0,2	—	—	—	—	1	—	—	—
Office des services de garde à l'enfance	—	—	—	—	—	—	33	0,2	—	—
Office du crédit agricole du Québec	224	0,9	18	1,0	8	0,8	30	0,2	1	0,1
Office du recrutement et de la sélection du personnel	157	0,6	3	0,2	2	0,2	18	0,1	4	0,3
Régie de l'assurance-automobile	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régie de l'assurance-maladie du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régie des assurances agricoles du Québec	53	0,2	3	0,2	2	0,2	15	0,1	2	0,2
Régie des entreprises de construction	11	—	—	—	—	—	98	0,6	—	—
Régie des rentes du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régie des services publics	58	0,2	—	—	—	—	1	—	—	—
Régie du logement	25	0,1	15	0,8	4	0,4	211	1,4	6	0,5
Revenu	2 097	8,2	19	1,0	24	2,3	1 980	13,1	8	0,7
Société d'habitation du Québec	292	1,1	—	—	—	—	84	0,6	—	—
Sûreté du Québec	156	0,6	40	2,1	25	2,4	526	3,5	42	3,5
Transports	3 061	11,9	603	32,2	415	39,4	2 523	16,7	407	34,3
Travail et Main-d'oeuvre	1 443	5,6	269	14,4	139	13,2	1 383	9,2	149	12,5
Travaux publics et Approvisionnement	1 659	6,5	29	1,5	13	1,2	512	3,4	15	1,3
Ensemble des effectifs	**25 680**	**45,0**	**1 873**	**3,3**	**1 054**	**1,8**	**15 104**	**26,5**	**1 188**	**2,1**

Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1983 (suite)

Ministère/organisme \ Région[d]	— 08 — Nombre	%	— 09 — Nombre	%	— 10 — Nombre	%	Non identifiée[e] Nombre	%	Total Nombre	%
Affaires culturelles	10	0,9	4	0,6	—	—	2	—	889	1,6
Affaires intergouvernementales	—	—	—	—	—	—	40	0,5	413	0,7
Affaires municipales	2	0,2	2	0,3	—	—	—	—	554	1,0
Affaires sociales	—	—	—	—	—	—	2	—	1 269	2,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	67	5,8	54	8,3	—	—	32	0,4	2 804	4,9
Assemblée nationale	—	—	—	—	—	—	—	—	575	1,0
Bureau du vérificateur général	—	—	—	—	—	—	—	—	162	0,3
Commerce extérieur	—	—	—	—	—	—	14	0,2	129	0,2
Commission administrative des régimes de retraite	—	—	—	—	—	—	—	—	399	0,7
Commission d'appel de franciastion des entreprises	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Commission de la fonction publique	—	—	—	—	—	—	—	—	39	0,1
Commission de la santé et de la sécurité du travail	—	—	—	—	—	—	2 589	35,3	2 589	4,5
Commission de protection du territoire agricole	1	0,1	—	—	—	—	1	—	79	0,1
Commission de surveillance de la langue française	—	—	—	—	—	—	—	—	32	0,1
Commission des normes minimales du travail	—	—	—	—	—	—	390	5,3	390	0,7
Commission des transports	—	—	—	—	—	—	1	—	285	0,5
Commission des valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	—	—	77	0,1
Communications	15	1,3	9	1,4	—	—	—	—	1 144	2,0
Conseil de la langue française	—	—	—	—	—	—	—	—	34	0,1
Conseil du statut de la femme	1	0,1	—	—	—	—	—	—	69	0,1
Conseil du trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	184	0,3
Conseil exécutif	—	—	—	—	—	—	3	—	584	1,0
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	—	—	—	—	—	—	—	—	424	0,7
Directeur général des élections	—	—	—	—	—	—	—	—	92	0,2
Éducation	17	1,5	18	2,8	—	—	1	—	2 142	3,8
Énergie et Ressources	172	14,9	86	13,2	—	—	49	0,7	2 499	4,4
Environnement	15	1,3	11	1,7	—	—	12	0,2	1 099	1,9
Financement forestier	—	—	—	—	—	—	—	—	24	—
Finances	—	—	—	—	—	—	24	0,3	1 075	1,9
Fonction publique	—	—	—	—	—	—	—	—	380	0,7
Habitation et Protection du consommateur	—	—	—	—	—	—	—	—	18	—
Immigration	—	—	—	—	—	—	4	0,1	409	0,7
Industrie, Commerce et Tourisme	3	0,3	2	0,3	—	—	22	0,3	1 018	1,8
Justice	156	13,5	93	14,3	—	—	16	0,2	6 941	12,2
Loisir, Chasse et Pêche	74	6,4	116	17,8	—	—	191	2,6	2 228	3,9
Office de la langue française	2	0,2	2	0,3	—	—	1	—	373	0,7
Office de la protection du consommateur	4	0,3	4	0,6	—	—	—	—	220	0,4
Office de planification et développement du Québec	3	0,3	4	0,6	—	—	—	—	154	0,3
Office des personnes handicapées du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	74	0,1
Office des professions du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	45	0,1
Office des services de garde à l'enfance	—	—	—	—	—	—	—	—	33	0,1
Office du crédit agricole du Québec	3	0,3	—	—	—	—	1	—	299	0,5
Office du recrutement et de la sélection du personnel	2	0,2	3	0,5	—	—	6	0,1	201	0,4
Régie de l'assurance-automobile	—	—	—	—	—	—	1 758	23,9	1 758	3,1
Régie de l'assurance-maladie du Québec	—	—	—	—	—	—	1 311	17,9	1 311	2,3
Régie des assurances agricoles du Québec	3	0,3	—	—	—	—	—	—	85	0,1
Régie des entreprises de construction	—	—	—	—	—	—	—	—	109	0,2
Régie des rentes du Québec	—	—	—	—	—	—	675	9,2	675	1,2
Régie des services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	59	0,1
Régie du logement	3	0,3	2	0,3	—	—	1	—	290	0,5
Revenu	11	1,0	4	0,6	—	—	11	0,1	1 176	7,3

Tableau 9 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1983 (suite)

Ministère/organisme — Région[d]	— 08 — Nombre	%	— 09 — Nombre	%	— 10 — Nombre	%	Non identifiée[e] Nombre	%	Total Nombre	%
Société d'habitation du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	376	0,7
Sûreté du Québec	37	3,2	25	3,8	—	—	31	0,4	953	1,7
Transports	442	38,3	129	19,8	—	—	78	1,1	8 468	14,9
Travail et Main-d'oeuvre	108	9,4	81	12,4	—	—	66	0,9	4 039	7,1
Travaux publics et Approvisionnement	3	0,3	2	0,3	—	—	10	0,1	2 263	4,0
Ensemble des effectifs	**1 154**	**2,0**	**651**	**1,1**	**—**	**—**	**7 342**	**12,9**	**57 013**	**100,0**

d. Régions: 00 — Baie-James; 01 — Bas-Saint-Laurent-Gaspésie; 02 — Saguenay-Lac-Saint-Jean; 03 — Québec; 04 — Trois-Rivières; 05 —Estrie; 06 — Montréal; 07 — Outaouais; 08 — Abitibi-Témiscamingue; 09 — Côte-Nord; 10 — Nouveau-Québec; Non identifiée —personnel pour lequel la région n'est pas codifiée.

e. Les régions administratives ne sont pas identifiées pour les organismes dont la paie est décentralisée. Le personnel de ces organismes est donc inclus dans la région "Non identifiée".

Tableau 10 — Répartition des effectifs réguliers syndiqués et non syndicables[1] selon l'unité syndicale, au 31 mars 1983

Unité syndicale	Syndiqués Nombre	%	Non syndicables Nombre	%	Total Nombre	%
Professionnels	8 741	85,4	1 491	14,6	10 232	20,6
Chirurgiens — Dentistes	27	96,4	1	3,6	28	0,1
Médecins	101	95,3	5	4,7	106	0,2
Enseignants	450	99,1	4	0,9	454	0,9
Agents de conservation de la faune	426	99,5	2	0,5	428	0,9
Agents de la paix	92	98,9	1	1,1	93	0,2
Agent des transports	158	100,0	—	—	158	0,3
Agent de la paix en institution pénales	1 438	99,7	4	0,3	1 442	2,9
Constables spéciaux du gouvernement du Québec	392	100,0	—	—	392	0,8
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	27 686	91,4	2 606	8,6	30 292	61,1
Ouvriers	5 883	99,2	46	0,8	5 929	12,0
Ensemble des effectifs	**45 394**	**91,6**	**4 160**	**8,4**	**49 554**	**100,0**

1. Les employés non syndicables sont ceux qui sont exclus des unités syndicales en vertu de l'article 1 du Code du travail, tels les membres du personnel du Conseil du trésor, du ministère de la Fonction publique, des directions du personnel, des cabinets des ministres et des sous-ministres.

   Les corps d'emploi non syndicables n'ont pas été considérés dans ce tableau, tels les agents de la gestion du personnel, les conciliateurs et les commissaires-enquêteurs.

Tableau 11 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, l'âge et le sexe, au 31 mars 1983

Catégorie d'emploi / Âge	Sexe	Moins de 25 ans Nombre	%	25 à 34 ans Nombre	%	35 à 44 ans Nombre	%	45 à 54 ans Nombre	%	55 ans et plus Nombre	%	Total Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	—	—	—	—	23	6,3	13	3,5	8	2,2	44	12,0
	H	—	—	5	1,4	107	29,2	136	37,1	75	20,4	323	88,0
	T	**—**	**—**	**5**	**1,4**	**130**	**35,4**	**149**	**40,6**	**83**	**22,6**	**367**	**0,6**
Cadres supérieurs	F	—	—	27	1,0	65	2,4	19	0,7	9	0,3	120	4,5
	H	—	—	133	5,0	1 091	40,8	925	34,6	404	15,1	2 553	95,5
	T	**—**	**—**	**160**	**6,0**	**1 156**	**43,2**	**944**	**35,3**	**413**	**15,5**	**2 673**	**4,7**
Personnel de maîtrise	F	—	—	52	1,9	170	6,1	110	3,9	73	2,6	405	14,5
	H	—	—	151	5,4	919	32,8	819	29,3	504	18,0	2 393	85,5
	T	**—**	**—**	**203**	**7,3**	**1 089**	**38,9**	**929**	**33,2**	**577**	**296**	**2 798**	**4,9**
Professionnels	F	17	0,1	1 078	9,1	631	5,3	225	1,9	112	0,9	2 063	17,4
	H	26	0,2	3 166	26,6	3 719	31,3	1 797	15,1	1.119	9,4	9 827	82,6
	T	**43**	**0,4**	**4 244**	**35,7**	**4 350**	**36,6**	**2 022**	**17,0**	**1 231**	**10,4**	**11 890**	**20,9**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	1 788	5,8	9 443	30,9	3 116	10,2	1 817	5,9	1 370	4,5	17 534	57,3
	H	203	0,7	4 496	14,7	3 916	12,8	2 352	7,7	2 097	6,9	13 064	42,7
	T	**1 991**	**6,5**	**13 939**	**45,6**	**7 032**	**23,0**	**4 169**	**13,6**	**3 467**	**11,3**	**30 598**	**53,7**
Agents de la paix	F	10	0,4	43	1,7	22	0,9	19	0,7	13	0,5	107	4,2
	H	20	0,8	859	33,6	868	33,9	451	17,6	253	9,9	2 451	95,8
	T	**30**	**1,2**	**902**	**35,3**	**890**	**34,8**	**470**	**18,4**	**266**	**10,4**	**2 558**	**4,5**
Ouvriers	F	5	0,1	10	0,2	12	0,2	27	0,5	45	0,8	99	1,7
	H	40	0,7	903	15,2	1 382	23,3	1 609	27,1	1 896	32,0	5 830	98,3
	T	**45**	**0,8**	**913**	**15,4**	**1 394**	**23,5**	**1 636**	**27,6**	**1 941**	**32,7**	**5 929**	**10,4**
Autres	F	1	0,5	20	10,0	5	2,5	—	—	1	0,5	27	13,5
	H	—	—	78	39,0	72	36,0	16	8,0	7	3,5	173	86,5
	T	**1**	**0,5**	**98**	**49,0**	**77**	**38,5**	**16**	**8,0**	**8**	**4,0**	**200**	**0,4**
Ensemble des effectifs	F	1 821	3,2	10 673	18,7	4 044	7,1	2 230	3,9	1 631	2,9	20 399	35,8
	H	289	0,5	9 791	17,2	12 074	21,2	8 105	14,2	6 355	11,1	36 614	64,2
	T	**2 110**	**3,7**	**20 464**	**35,9**	**16 118**	**28,3**	**10 335**	**18,1**	**7 986**	**14,0**	**57 013**	**100,0**

Tableau 12 — Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, le nombre d'années de service et le sexe, au 31 mars 1983

Catégorie d'emploi / Années de service	Sexe	Moins de 3 ans Nombre	%	3 à 6 ans Nombre	%	7 à 10 ans Nombre	%	11 à 14 ans Nombre	%	15 ans et plus Nombre	%	Total Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	15	4,1	14	3,8	10	2,7	1	0,3	4	1,1	44	12,0
	H	45	12,3	77	21,0	71	19,3	47	12,8	83	22,6	323	88,0
	T	**60**	**16,3**	**91**	**24,8**	**81**	**22,1**	**48**	**13,1**	**87**	**23,7**	**367**	**0,6**
Cadres supérieurs	F	15	0,6	33	1,2	44	1,6	18	0,7	10	0,4	120	4,5
	H	105	3,9	373	14,0	507	19,0	537	20,1	1 031	38,6	2 553	95,5
	T	**120**	**4,5**	**406**	**15,2**	**551**	**20,6**	**555**	**20,8**	**1 041**	**38,9**	**2 673**	**4,7**
Personnel de maîtrise	F	3	0,1	19	0,7	49	1,8	113	4,0	221	7,9	405	14,5
	H	23	0,8	138	4,9	203	7,3	479	17,1	1 550	554	2 393	85,5
	T	**26**	**0,9**	**157**	**5,6**	**252**	**9,0**	**592**	**21,2**	**1 771**	**63,3**	**2 798**	**4,9**
Professionnels	F	362	3,0	744	6,3	586	4,9	191	1,6	180	1,5	2 063	17,4
	H	975	8,2	2 466	20,7	2 900	24,4	1 450	12,2	2 036	17,1	9 827	82,6
	T	**1 337**	**11,2**	**3 210**	**27,0**	**3 486**	**29,3**	**1 641**	**13,8**	**2 216**	**18,6**	**11 890**	**20,9**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	1 213	4,0	4 754	15,5	6 444	21,1	2 248	7,3	2 875	9,4	17 534	57,3
	H	699	2,3	2 445	8,0	3 517	11,5	1 939	6,3	4 464	14,6	13 064	42,7
	T	**1 911**	**6,2**	**7 199**	**23,5**	**9 961**	**32,6**	**4 187**	**13,7**	**7 339**	**24,0**	**30 598**	**53,7**
Agents de la paix	F	30	1,2	28	1,1	10	0,4	13	0,5	26	1,0	107	4,2
	H	68	2,7	485	19,0	573	22,4	571	22,3	754	29,5	2 451	95,8
	T	**98**	**3,8**	**513**	**20,1**	**583**	**22,8**	**584**	**22,8**	**780**	**30,5**	**2 558**	**4,5**
Ouvriers	F	1	0,0	25	0,4	11	0,2	8	0,1	54	0,9	99	1,7
	H	190	3,2	990	16,7	971	16,4	1 031	17,4	2 648	44,7	5 830	98,3
	T	**191**	**3,2**	**1 015**	**17,1**	**982**	**16,6**	**1 039**	**17,5**	**2 702**	**45,6**	**5 929**	**10,4**
Autres	F	13	6,5	9	4,5	3	1,5	1	0,5	1	0,5	27	13,5
	H	25	12,5	72	36,0	47	23,5	10	5,0	19	9,5	173	86,5
	T	**38**	**19,0**	**81**	**40,5**	**50**	**25,0**	**11**	**5,5**	**20**	**10,0**	**200**	**0,4**
Ensemble des effectifs	F	1 652	2,9	5 626	9,9	7 157	12,6	2 593	4,5	3 371	5,9	20 399	35,8
	H	2 130	3,7	7 046	12,4	8 789	15,4	6 064	10,6	12 585	22,1	36 614	64,2
	T	**3 782**	**6,6**	**12 672**	**22,2**	**15 946**	**28,0**	**8 857**	**15,2**	**15 956**	**28,0**	**57 013**	**100,0**

Tableau 13 — Répartition des effectifs réguliers "personnel hors-cadres et cadres supérieurs" selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983

Corps d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
Sous-ministres	1	0,6	27	0,9	28	0,9
Dirigeants et membres	35	21,3	197	6,8	232	7,6
Sous-ministres adjoints et associés	8	4,9	99	3,4	107	3,5
Cadres supérieurs Classe 1	—	—	60	2,1	60	2,0
Cadres supérieurs Classe 2	5	3,0	259	9,0	264	8,7
Cadres supérieurs Classe 3	15	9,1	476	16,6	491	16,2
Cadres supérieurs Classe 4	56	34,1	1 067	37,1	1 123	36,9
Cadres supérieurs Classe 5	44	26,8	691	24,0	735	24,2
Ensemble des effectifs	**164**	**5,4**	**2 876**	**94,6**	**3 040**	**100,0**

Tableau 14 — Répartition des effectifs réguliers "professionnels" selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983

Corps d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
Actuaires	4	0,2	31	0,3	35	0,3
Agents culturels	113	5,5	138	1,4	251	2,1
Agents d'information	194	9,4	288	2,9	482	4,1
Agents de développement industriel	20	1,0	331	3,4	351	3,0
Agents de l'approvisionnement	3	0,1	70	0,7	73	0,6
Agents de la gestion du personnel	114	5,5	413	4,2	527	4,4
Agents de la gestion financière	85	4,1	1 126	11,5	1 211	10,2
Agents de recherche et de planification socio-économique	346	16,8	1 216	12,4	1 562	13,1
Agents du vérificateur général	19	0,9	73	0,7	92	0,8
Agronomes	26	1,3	334	3,4	360	3,0
Analystes de l'informatique et des procédés administratifs	241	11,7	1 190	12,1	1 431	12,0
Architectes	5	0,2	85	0,9	90	0,8
Arpenteurs-géomètres	1	—	83	0,8	84	0,7
Attachés d'administration	321	15,6	1 517	15,4	1 838	15,5
Attachés judiciaires	24	1,2	19	0,2	43	0,4
Avocats et notaires	113	5,5	292	3,0	405	3,4
Bibliothécaires	45	2,2	52	0,5	97	0,8
Biologistes	14	0,7	156	1,6	170	1,4
Commissaires-enquêteurs	—	—	22	0,2	22	0,2
Conciliateurs	2	0,1	22	0,2	24	0,2
Conseillers d'orientation professionnelle	16	0,8	30	0,3	46	0,4
Dentistes	—	—	28	0,3	28	0,2
Diététistes	3	0,1	—	—	3	—
Ingénieurs	18	0,9	889	9,0	907	7,6
Ingénieurs forestiers	5	0,2	284	2,9	289	2,4
Médecins	18	0,9	88	0,9	106	0,9
Médecins vétérinaires	6	0,7	73	0,7	79	0,7
Professeurs d'école normale	131	3,3	323	3,3	454	3,8
Psychologues	4	0,1	12	0,1	16	0,1
Spécialistes en sciences de l'éducation	94	4,1	399	4,1	493	4,1
Spécialistes en sciences physiques	20	2,1	204	2,1	224	1,9
Traducteurs	42	0,3	29	0,3	71	0,6
Travailleurs sociaux	16	0,1	10	0,1	26	0,2
Ensemble des effectifs	**2 063**	**82,6**	**9 827**	**82,6**	**11 890**	**100,0**

Tableau 15 — Répartition des effectifs réguliers "professionnels" selon le grade et le sexe, au 31 mars 1983

Unité syndicale	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
Grades 5, 6, 7[g]	35	1,7	93	0,9	128	1,1
Grade 4[g]	22	1,1	27	0,3	49	0,4
Grade 3	380	18,4	840	8,5	1 220	10,3
Grade 2	995	48,2	3 673	37,4	4 668	39,3
Grade 1	530	25,7	4 931	50,2	5 461	45,9
Autres	101	4,9	263	2,7	364	3,1
Ensemble des effectifs	**2 063**	**17,4**	**9 827**	**82,6**	**11 890**	**100,0**

g. Les grades 4, 5, 6 et 7 comprennent uniquement du personnel enseignant.

Tableau 16 — Répartition des effectifs réguliers "techniciens et assimilés" selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983

Corps d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
Agents d'accréditation	1	—	6	0,1	7	0,1
Agents de l'aide sociale	486	17,5	597	8,2	1 083	10,8
Agents de la main-d'oeuvre	93	3,3	211	2,9	304	3,0
Agents de la prévention des incendies	—	—	10	0,1	10	0,1
Agents de probation	1	—	1	—	2	—
Agents de réclamation en accidents du travail	104	3,7	216	3,0	320	3,2
Agents de recouvrement fiscal	28	1,0	75	1,0	103	1,0
Agents vérificateurs	412	14,8	1 103	15,2	1 515	15,1
Bibliotechniciens	172	6,2	53	0,7	225	2,2
Infirmières et infirmiers	36	1,3	6	0,1	42	0,4
Inspecteurs d'ascenseurs	—	—	19	0,3	19	0,2
Inspecteurs d'établissements hôteliers et touristiques	1	—	39	0,5	40	0,4
Inspecteurs de produits agricoles et d'aliments	43	1,5	189	2,6	232	2,3
Inspecteurs des appareils à pression	—	—	35	0,5	35	0,3
Inspecteurs des établissements industriels et commerciaux	—	—	204	2,8	204	2,0
Inspecteurs en électricité	—	—	189	2,6	189	1,9
Inspecteurs en gaz	—	—	29	0,4	29	0,3
Inspecteurs en hygiène publique	9	0,3	83	1,1	92	0,9
Inspecteurs en produits pétroliers	—	—	14	0,2	14	0,1
Inspecteurs en tuyauterie	—	—	40	0,6	40	0,4
Instructeurs au simulateur	—	—	1	—	1	—
Pilotes d'aéronefs	—	—	70	1,0	70	0,7
Techniciens agricoles	17	0,6	171	2,4	188	1,9
Techniciens de l'enregistrement des droits réels	55	2,0	55	0,8	110	1,1
Techniciens de l'entretien des aéronefs	—	—	36	0,5	36	0,4
Techniciens de l'équipement motorisé	—	—	35	0,5	35	0,3
Techniciens de la faune	14	0,5	117	1,6	131	1,3
Techniciens de laboratoire	101	3,6	214	3,0	315	3,1
Techniciens des travaux publics	19	0,7	1 263	17,4	1 282	12,8
Techniciens en administration	601	21,6	666	9,2	1 267	12,6
Techniciens en arts appliqués et graphiques	53	1,9	259	3,6	312	3,1
Techniciens en criminalistique	—	—	2	—	2	—
Techniciens en eau et assainissement	21	0,8	162	2,2	183	1,8
Techniciens en économie domestique	14	0,5	—	—	14	0,1
Techniciens en électronique	—	—	153	2,1	153	1,5
Techniciens en foresterie	8	0,3	309	4,3	317	3,2
Techniciens en génie industriel	—	—	7	0,1	7	0,1
Techniciens en information	122	4,4	85	1,2	207	2,1
Techniciens en informatique	243	8,7	390	5,4	633	6,3
Techniciens en mécanique du bâtiment	2	0,1	41	0,6	43	0,4
Techniciens en radiologie médicale	4	0,1	—	—	4	—
Techniciens en ressources minérales	—	—	33	0,5	33	0,3
Techniciens judiciaires	124	4,5	61	0,8	185	1,8
Ensemble des effectifs	**2 784**	**27,7**	**7 249**	**72,3**	**10 033**	**100,0**

Tableau 17 — Répartition des effectifs réguliers "techniciens et assimilés" selon la classe d'emploi et le sexe, au 31 mars 1983

Corps d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
Classe principale	110	4,0	1 172	16,2	1 282	12,8
Autres classes	2 674	96,0	6 077	83,8	8 751	87,2
Total	**2 784**	**27,7**	**7 249**	**72,3**	**10 033**	**100,0**

Tableau 18 — Répartition des postes autorisés au 1er avril 1982 et au 1er avril 1983, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1983, selon le ministère ou l'organisme

Ministère/organisme	Postes autorisés 1982-04-01	Postes autorisés 1983-03-31	Effectifs en place 1983-03-31
Affaires culturelles	919	903	889
Affaires intergouvernementales	432	423	413
Affaires municipales	587	574	554
Affaires sociales	1 455	1 307	1 269
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 945	2 869	2 804
Assemblée nationale	631	625	575
Bureau du vérificateur général du Québec	170	170	162
Commerce extérieur	—	153	129
Commission administrative du régime de retraite	409	401	399
Commission d'appel de francisation des entreprises	2	2	3
Commission de la fonction publique	51	47	39
Commission de la représentation électorale	29	—[h]	—[h]
Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 800	2 742	2 589
Commission de protection du territoire agricole	85	89	79
Commission de surveillance de la langue française	34	34	32
Commission des normes minimales du travail	424	418	390
Commission des transports	306	299	285
Commission des valeurs mobilières	83	81	77
Communications	1 227	1 200	1 144
Conseil de la langue française	37	37	34
Conseil du statut de la femme	70	75	69
Conseil du trésor	202	199	184
Conseil exécutif	591	654	584
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	462	467	424
Directeur général des élections	74	104	92
Éducation	2 254	2 206	2 142
Énergie et Ressources	2 571	2 520	2 499
Environnement	1 142	1 125	1 099
Financement forestier	24	24	24
Finances	1 111	1 096	1 075
Fonction publique	410	407	380
Habitation et Protection du consommateur	14	22	18
Immigration	434	431	409
Industrie, Commerce et Tourisme	1 204	1 062	1 018
Justice	7 532	7 389	6 941
Loisir, Chasse et Pêche	2 330	2 284	2 228
Office de la langue française	375	366	373
Office de la protection du consommateur	232	229	220
Office de planification et de développement du Québec	187	155	154
Office des autoroutes du Québec	512	—[i]	—[i]
Office des personnes handicapées du Québec	79	85	74
Office des professions	50	50	45
Office des services de garde à l'enfance	36	36	33
Office du crédit agricole	311	304	299
Office du recrutement et de la sélection du personnel	255	247	201
Régie de l'assurance-automobile du Québec	1 920	1 916	1 758
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 419	1 411	1 311
Régie des assurances agricoles	103	101	85
Régie des entreprises de construction du Québec	111	109	109
Régie des rentes du Québec	727	720	675
Régie des services publics	64	62	59
Régie du logement	363	349	290
Revenu	4 474	4 385	4 176
Société d'habitation du Québec	389	391	376
Sûreté du Québec*	992	973	953
Transports	8 464	8 801	8 468
Travail et Main-d'oeuvre	4 221	4 182	4 039
Travaux publics et Approvisionnement	2 424	2 365	2 263
Total	**60 759**	**59 676**	**57 013**

h. Effectifs intégrés à ceux du Directeur général des élections.

i. Effectifs intégrés à ceux du ministère des Transports.

* Les données sur la sûreté du Québec n'incluent pas celles concernant les policiers. Ces données sont les suivantes: postes autorisés au 82-04-01: 4641; postes autorisés au 83-03-31: 4549; effectifs en place au 83-03-31: 4515.

Tableau 19 — Répartition des entrées en fonctions du personnel occasionnel[l] avec ou sans droit de rappel[m] selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1982-1983

Corps d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
Professionnels	754	6,5	1 171	6,5	1 925	6,5
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	7 138	61,6	4 616	19,9	10 754	36,2
Agents de la paix	6	0,1	216	1,2	222	0,7
Ouvriers	1 293	11,2	10 435	57,6	11 728	39,5
Autres	2 403	20,7	2 691	14,8	5 094	17,1
Ensemble des effectifs	**11 594**	**39,0**	**18 129**	**61,0**	**29 723**	**100,0**

l. Les catégories hors-cadres, cadres supérieurs et personnel de maîtrise n'ont pas été considérées dans ce tableau.

m. Le personnel occasionnel avec droit de rappel est celui qui, après un premier engagement dans un emploi de nature cyclique de trois mois ou plus, est inscrit sur une liste de rappel et est susceptible d'être réembauché l'année suivante pour le même emploi et ce, selon un ordre déterminé par la durée de service antérieur.

Tableau 20 — Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel[n] avec ou sans droit de rappel[o] selon le ministère ou l'organisme, 1982-1983

Ministère/organisme	Avec droit de rappel Nombre	%	Sans droit de rappel Nombre	%	Total Nombre	%
Affaires culturelles	25	0,3	567	2,8	592	2,0
Affaires intergouvernementales	—	—	69	0,3	69	0,2
Affaires municipales	—	—	182	0,9	182	0,6
Affaires sociales	—	—	262	1,3	262	0,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	493	5,3	1 137	5,5	1 630	5,5
Assemblée nationale	—	—	473	2,3	473	1,6
Bureau du vérificateur général du Québec	—	—	5	—	5	—
Commerce extérieur	—	—	2	—	2	—
Commission administrative des régimes de retraite	—	—	6	—	6	—
Commission de la fonction publique	—	—	2	—	2	—
Commission de la représentation électorale	—	—	75	0,4	75	0,3
Commission de la santé et de la sécurité du travail	—	—	221	1,1	221	0,7
Commission de protection du territoire agricole	—	—	190	0,9	190	0,6
Commission de surveillance de la langue française	—	—	6	—	6	—
Commission des normes minimales du travail	—	—	42	0,2	42	0,1
Commission des transports	—	—	22	0,1	22	0,1
Commission des valeurs mobilières du Québec	—	—	6	—	6	—
Communications	3	—	244	1,2	247	0,8
Conseil de la langue française	—	—	8	—	8	—
Conseil du statut de la femme	—	—	27	0,1	27	0,1
Conseil du trésor	—	—	27	0,1	27	0,1
Conseil exécutif	—	—	124	0,6	124	0,4
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	14	0,2	38	0,2	52	0,2
Directeur général des élections	—	—	119	0,6	119	0,4
Directeur général du financement des partis politiques	—	—	5	—	5	—
Éducation	161	1,7	599	2,9	760	2,6
Énergie et Ressources	1 076	11,7	4 101	20,0	5 177	17,4
Environnement	36	0,4	686	3,3	722	2,4
Financement forestier	—	—	4	—	4	—
Finances	6	0,1	109	0,5	115	0,4
Fonction publique	—	—	54	0,3	54	0,2
Habitation et Protection du consommateur	—	—	13	0,1	13	—
Immigration	4	—	307	1,5	311	1,0
Industrie, Commerce et Tourisme	34	0,4	445	2,2	479	1,6
Justice	—	—	1 362	6,6	1 362	4,6
Loisir, Chasse et Pêche	1 514	16,4	2 456	12,0	3 970	13,4
Office de la langue française	—	—	78	0,4	78	0,3
Office de la protection du consommateur	—	—	65	0,3	65	0,2
Office de planification et de développement du Québec	—	—	146	0,7	146	0,5
Office des autoroutes du Québec	136	1,5	146	0,7	282	0,9
Office des personnes handicapées du Québec	—	—	56	0,3	56	0,2
Office des professions du Québec	—	—	13	0,1	13	—
Office des services de garde à l'enfance	—	—	14	0,1	14	—
Office du crédit agricole du Québec	—	—	36	0,2	36	0,1
Office du recrutement et de la sélection du personnel	—	—	8	—	8	—
Régie de l'assurance-automobile	382	4,1	201	1,0	583	2,0
Régie de l'assurance-maladie du Québec	—	—	42	0,2	42	0,1
Régie des assurances agricoles du Québec	—	—	28	0,1	28	0,1
Régie des entreprises de construction du Québec	—	—	46	0,2	46	0,2
Régie des rentes du Québec	—	—	32	0,2	32	0,1
Régie des services publics	—	—	5	—	5	—
Régie du logement	34	0,4	119	0,6	153	0,5
Revenu	869	9,4	1 464	7,1	2 333	7,8
Société d'habitation du Québec	—	—	84	0,4	84	0,3
Sûreté du Québec	—	—	149	0,7	149	0,5
Transports	4 406	47,8	1 903	9,3	6 309	21,2
Travail, Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu	23	0,2	1 525	7,4	1 548	5,2
Travaux publics et Approvisionnement	1	—	351	1,7	352	1,2
Ensemble des effectifs	**9 217**	**31,0**	**20 506**	**69,0**	**29 723**	**100,0**

n. Les catégories hors-cadres, cadres supérieurs et personnel de maîtrise n'ont pas été considérées dans ce tableau.

o. Le personnel occasionnel avec droit de rappel est celui qui, après un premier engagement dans un emploi de nature cyclique de trois mois ou plus, est inscrit sur une liste de rappel et est susceptible d'être réembauché l'année suivante pour le même emploi et ce, selon un ordre déterminé par la durée de service antérieur.

Tableau 21 — Répartition des années-personnes occasionnelles attribuées par le Conseil du trésor et utilisation, selon le ministère ou l'organisme, 1982-1983

Ministère/organisme	Années-personnes autorisées	Utilisation 1982-1983
Affaires culturelles	205	200,29
Affaires intergouvernementales	20	18,70
Affaires municipales	105	84,67
Affaires sociales	62	60,40
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	693	535,86
Assemblée nationale	231	157
Bureau du vérificateur général du Québec	2	1,13
Commerce extérieur	4	1,50
Commission administrative des régimes de retraite	15	2,33
Commission d'appel de francisation des entreprises	—	—
Commission de la fonction publique	3	1,77
Commission de la représentation électorale	—[p]	—[p]
Commission de la santé et de la sécurité du travail	200	108,01
Commission de protection du territoire agricole	74	72,62
Commission de surveillance de la langue française	5	4,50
Commission des normes minimales du travail	46	57,78
Commission des transports	21	17,25
Commission des valeurs mobilières	7	5,07
Communications	83	83
Conseil de la langue française	4	4
Conseil du statut de la femme	11,50	11
Conseil du trésor	13	10,75
Conseil exécutif	99	89,60
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	51	16,80
Directeur général des élections	15	15
Éducation	324	284,45
Énergie et Ressources	1 271,50	1 187,21
Environnement	243	211,20
Financement forestier	1	0,10
Finances	48	36,29
Fonction publique	23	20
Habitation et Protection du consommateur	3	1,80
Immigration	134,75	125,96
Industrie, Commerce et Tourisme	172,50	153,65
Justice	509	485
Loisir, Chasse et Pêche	1 290,40	1 144,96
Office de la langue française	67	68
Office de la protection du consommateur	27	28,85
Office de planification et de développement du Québec	81	73
Office des autoroutes du Québec	—[q]	—[q]
Office des personnes handicapées du Québec	12,50	11,70
Office des professions	4	2,60
Office des services de garde à l'enfance	10	8,60
Office du crédit agricole	31	30,70
Office du recrutement et de la sélection du personnel	9	5
Régie de l'assurance-automobile du Québec	534	423,37
Régie de l'assurance-maladie du Québec	75	62,27
Régie des assurances agricoles	23	15,04
Régie des entreprises de construction du Québec	22,60	20
Régie des rentes du Québec	47,50	42,25
Régie des services publics	6	2,31
Régie du logement	87,70	84
Revenu	1 196	1 026
Société d'habitation du Québec	46,33	45,89
Sûreté du Québec	83	78,67
Transports	3 043	2 403,75
Travail et Main-d'oeuvre	690,30	536,23
Travaux publics et Approvisionnement	264,70	182,03
Total	**12 350,28**	**10 359,91**

p. Effectifs intégrés à ceux du Directeur général des élections.

q. Effectifs intégrés à ceux du ministère des Transports.

Tableau 22 — Répartition des effectifs saisonniers selon le ministère ou l'organisme et selon la catégorie d'emploi, au 31 mars 1983

Ministère/organisme	Agents de la paix		Ouvriers		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	—	—	25	8,0	25	7,9
Énergie et Ressources	—	—	56	17,9	56	17,7
Industrie, Commerce et Tourisme	—	—	1	0,3	1	0,3
Loisir, Chasse et Pêche	4	100,0	53	17,0	57	18,0
Transports	—	—	177	56,7	177	56,0
Ensemble des effectifs	**4**	**1,3**	**312**	**98,7**	**316**	**100,0**